

LES DÉFIS DES CRISES POUR LES PETITS PAYSANS AFRICAINS

Les Cahiers de La Via Campesina
Cahier n°2 Juillet 2010

Documents pour la formation des organisations paysannes
africaines et leurs membres, sur la base du séminaire tenu au Mali
Nyéléni, du 17 au 28 Mai 2010



La Via Campesina Afrique 1 – UNAC
Rua Dr Jaime Ribeiro, n°104
Maputo, Mozambique
Tel/Fax: +258 21 32 78 95
Email: vcafrica@gmail.com

Remerciements

Cette publication est le résultat d'un séminaire de formation politique à l'attention des leaders africains de La Via Campesina, hommes et femmes, qui s'est tenu au Mali à Sélingué, au Centre Nyéléni, du 17 au 28 Mai 2010.

C'est la raison pour laquelle nous souhaitons remercier ici toutes les personnes et institutions qui ont rendu possible cette incroyable aventure : la CNOP Mali, dont les leaders et l'équipe technique se sont impliqués corps et âmes dans cette activité, et sans qui rien de tout cela n'aurait été possible. Un très grand MERCI également pour toute l'équipe d'interprètes volontaires, qui a permis que la communication entre les participants soit totale, et ce dans des conditions de travail pas toujours faciles.

Un autre très grand MERCI tout particulier à nos « professeurs », en particulier Jacque Delpéchin, Xavier Papet, Mamadou Goita, François Houtart, Paul Nicholson et Nico Verhagen, qui, pour certains d'entre eux, sont venus de très loin pour partager leur expérience, leur savoir et leur engagement avec les leaders africains de La Via Campesina.

Nous souhaitons aussi ici remercier l'équipe de traducteurs, traductrices, éditeurs et éditrices bénévoles qui permettent à La Via Campesina de travailler à travers le monde et de communiquer à travers notre grande diversité de langues et de cultures.

Maputo, Juillet 2010

Esta publicação existe também em versão portuguesa.
This document also exists in English.

Publié avec le soutien de:



Design: Ikez. Photo de couverture: Tineke D'Haese

Introduction

Pour la première fois dans l'histoire de La Via Campesina (LVC) en Afrique, des leaders paysans, hommes et femmes, provenant des organisations membres de LVC et d'organisations amies de tout le continent, se sont réunies pour participer à un séminaire de formation politique au Mali, au Centre Nyéléni, du 17 au 28 Mai 2010.

Ce séminaire est considéré par les organisations membres comme une étape majeure dans le renforcement des luttes contre le modèle néolibéral, qui affecte les paysans partout dans le monde, mais plus particulièrement en Afrique.

Notre continent, dans un processus qui peut être comparé à une néo colonisation, est considéré comme un territoire regorgeant de matières premières par le capital financier : au nom du marché et du capital, la vie sous toutes ses formes est considérée avec mépris et indifférence, oubliant que l'Afrique est le berceau de l'Humanité, le lieu où tout a commencé, il y a des millions d'années. Oubliant aussi que c'est peut-être ici que l'Humanité et la biodiversité seront sauvées d'une catastrophe globale annoncée.

La présente publication, pensée comme un petit mémo pour ceux qui ont pu participer au séminaire à Nyéléni, se veut également être un outil pour les leaders, hommes et femmes, des organisations de paysans et petits producteurs en Afrique. Nous espérons que cela les aidera à atteindre leurs bases par la formation politique, autrement dit les sensibiliser et conscientiser. Ce qui nous est présenté comme une fatalité – la crise financière, la crise climatique, la crise alimentaire etc. – n'est pas du tout une fatalité : il s'agit d'une situation créée par l'homme, au profit de quelques-uns et au détriment de la majorité.

En tant qu'Africains, nous devons également nous interroger autour de ladite « Nouvelle Révolution Verte pour l'Afrique », qui n'est rien d'autre qu'une atteinte à la vie par les entreprises transnationales et une menace contre la survie de la biodiversité.

La présente publication veut également aider les leaders paysans africains, hommes et femmes, et leurs bases sociales, à comprendre la réalité qui nous entoure en tant que paysans et paysannes africains, en regardant notre passé, en luttant dans le présent, et en défiant le futur, en ce qui concerne les questions de Souveraineté Alimentaire. Surtout ne considérez pas le contenu de cette publication comme étant exhaustif, mais comme des lectures et pistes pour stimuler notre réflexion et notre pensée. N'hésitez pas à en traduire le contenu vers vos langues locales.

En globalisant la lutte, nous globalisons l'espoir.

Les membres du Comité de Coordination Internationale pour l'Afrique:

Ibrahima Coulibaly (Mali)
Fatimatou Hima (Niger)
Alphonsine Nguba (République Démocratique du Congo)
and Renaldo Chingore João (Mozambique).

Table des Matières

Remerciements	2
Introduction	3
Table des matières.....	4
1. Ceux qui partagent contre ceux qui gardent, par Jacques Delpéchin	5
2. Processus internationaux relatifs à l'agriculture et à l'alimentation, par Xavier Papet.....	11
3. Éradiquer la faim en Afrique, par Raj Patel, Eric Holt-Gimenez and Annie Shattuck.....	15
4. Du fatal enchaînement des crises et des moyens d'en sortir, par François Houtart.....	24
5. La Libye s'accapare des terres rizicoles maliennes, par Lamine Coulibaly et Boaventura Monjane	30
6. Souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest : la résistance des peuples contre les agressions, par Mamadou Goita	35
7. Résumé historique de la Via Campesina, par Annette Desmarais	45
8. Perspectives et valeurs de la Via Campesina	48
9. La Formation dans La Vía Campesina (document de travail).....	53

1. Ceux qui partagent contre ceux qui gardent¹

Par Jacques Delpéchin²

Réflexions sur les moyens de collecter des histoires qui guérissent, des légendes et des mythes africains

Objectif : la reconquête de l'histoire de l'Afrique, par les paysans et pour les personnes de tous les milieux sociaux ; la reconquête de l'humanité par les paysans africains.

L'histoire ou plutôt les histoires de l'Afrique sont comme autant de racines qui font l'unité de l'humanité. Nourrir et s'occuper de cette humanité demande un grand dévouement, similaire à celui que l'on observe quand un nouveau-né vient au monde. En Afrique, nous devrions même dire sur la planète, ceux qui travaillent la terre ont appris durant des millénaires comment entretenir tous les éléments qui font que la vie continue. Les producteurs alimentaires, les paysans et les femmes savent comment s'occuper des nouveaux-nés ou des plantes qui grandissent. Cependant, dans le contexte actuel de la globalisation, tout est fait pour ignorer cette connaissance. Le défi est donc de la mettre de nouveau en avant.

Le contexte : nous vivons une époque sans précédent.

Les personnes qui sont soit-disant les mieux renseignées sur des sujets comme les finances, l'agroalimentaire, les banques, le logement et la santé montrent en fait qu'elles en savent moins que quiconque, et c'est pourquoi nous devons nous tourner vers ceux qui, selon le mot d'Aimé Césaire (le grand poète historien et archiviste de la conscience de l'humanité) « sont fiers de dire qu'ils n'ont rien inventé, mais qui sont en même temps les personnes les plus proches de l'origine des histoires de l'humanité ». Ces mêmes personnes sont celles qui depuis des temps immémoriaux **partagent** leurs histoires, leurs mythes et leurs légendes avec leurs enfants, leurs petits-enfants et leurs arrière-petits-enfants. Le fait de poursuivre ce partage à notre époque, malgré la tentation de garder ces histoires pour soi et de les rendre obscures, est un acte très courageux, qui montre que l'on reste fidèle à l'humanité. À une époque où les droits de l'homme sont brandis comme un étendard par ceux-là même qui insultent l'humanité, la fidélité à l'humanité est le **devoir** le plus important que doivent remplir tous ceux qui savent que la globalisation n'est rien d'autre

1 Nous nous inspirons ici du vocabulaire employé par Ayi Kwei Armah dans son roman *KMT: In the House of Life, An Epistemic Novel* (*KMT : Dans la maison de la vie, un roman épistémique*), chapitres 15 and 16, 2002, Popenguine, Senegal: Per Anklh. En anglais "the sharers vs. the keepers".

2 Dr. Jacques Depelchin est un intellectuel engagé, universitaire, et militant en faveur de la paix, la démocratie, la transparence et les politiques en faveur de la population en RD Congo et au Brésil. Il est le co-fondateur et directeur de "Ota Benga", Alliance internationale pour la paix en RDC, basée à Berkeley.



Crédit photo:
Nick Paget

qu'une forme d'apartheid. Pourquoi est-il si difficile de trouver un remède à l'apartheid mondial ?

Comment (re)trouver la confiance en soi?

Le contexte dans lequel les Africains évoluent est dominé par une politique de discrimination à l'encontre des membres les plus pauvres de la société, et cela est valable en particulier pour les paysans et les exclus. Le résultat est que les pauvres, les paysans et les femmes, c'est-à-dire les gardiens de l'humanité, perdent confiance en eux et finissent par se mésestimer. La manière dont ils se jugent correspond à ce que veulent les soit-disant dirigeants. Se réapproprier l'histoire de l'Afrique en la racontant à partir de ses racines permettra de contrecarrer ces pratiques auto-destructrices. Nous avons la preuve que cela est possible, puisqu'à différents moments, en Afrique et ailleurs, les Africains ont montré leur humanité en venant à bout de l'esclavage, de la domination coloniale et de l'apartheid.

Chercher et collecter :

Raconter des histoires, des mythes et des légendes qui concernent des gens, des animaux et des plantes est d'une importance capitale pour tenir la promesse de fidélité à l'humanité. Dans l'histoire de l'humanité, on soigne plus qu'on ne tue (même lorsque l'action de 'tuer' est effectuée le plus doucement possible). Il est sans doute nécessaire d'expliquer le but de cet exercice 'chercher et collecter'. L'histoire telle qu'elle est pratiquée par les universitaires ressemble plus à une enquête de police. Or, quand on pose trop de questions, les gens choisissent finalement de ne rien dire.

Cependant, les histoires que nous recherchons sont d'un autre type : elles se concentrent sur ce qui lie les hommes à la nature, sur ce qui lie les hommes entre eux, et sur ce qui lie les animaux entre eux. Le but n'est PAS de remplacer les universitaires, mais de démontrer qu'il existe d'autres moyens de raconter l'histoire. D'autres mémoires sont possibles, tout comme d'autres récits sont possibles. Il faudrait en fait dire : d'autres récits DOIVENT être découverts si l'humanité souhaite vivre plutôt que simplement survivre.

Si vous ne parvenez pas à trouver ces récits, poursuivez votre recherche en gardant en tête que ce que vous faites n'est pas seulement pour le bien des paysans africains, mais pour celui de l'humanité toute entière. Dites à tous que notre futur, celui de l'humanité (de toute l'humanité, pas seulement les plus pauvres, les plus faibles, mais aussi et surtout ceux qui profitent de la misère et de la pauvreté liées à l'industrie) repose sur le succès de cette quête, dont le but est de chercher et de trouver ces hommes qui partagent et qui sont toujours bien là, même si on les a ignorés. Le but de ce travail n'est pas simplement de sauver l'Afrique, il s'agit de sauver l'humanité.

Diffuser :

Pendant que l'on collecte ces récits, il est important de garder en tête que la transmission orale (effectuée par les griots, les conteurs, les mères et les grands-mères) a toujours été fondamentale, et que c'est grâce à cette transmission orale que l'Afrique est restée fidèle à l'humanité. Afin de diffuser ces récits, tous les moyens doivent être envisagés. Cependant, pour que cette recherche qui consiste à se rappeler de ceux que l'on ne peut plus appeler

devienne une réussite, il ne faut pas oublier comment l'humanité s'est perdue³. Une partie de l'humanité a soumis l'autre à l'esclavage (ce qui est un crime contre l'humanité) et cela a fonctionné pendant des siècles. Les conséquences de ce processus sont toujours profondément ancrées chez les descendants des asservisseurs (et de leurs alliés), ainsi que chez les descendants des asservis. La volonté de diffuser d'autres récits doit être réaffirmée, de manière pacifique et cette affirmation/ diffusion de récits se fera à partir de ce qui est le mieux connu, du moins au début.

Qui sont ceux qui partagent les histoires? (Identification de ceux qui connaissent les histoires, les mythes et les légendes)

Collecter et diffuser ces récits (qui entraîneront aussi une 'guérison') peut paraître a priori difficile, voire impossible. Cela s'explique simplement par le fait qu'on a choisi d'ignorer et de réduire au silence ceux qui connaissent d'autres mémoires et d'autres récits, et que ce processus a lui tellement bien fonctionné, que lorsque l'on cherche des personnes qui connaissent des histoires, on peut les croiser sans même les remarquer. La difficulté de savoir où aller et à qui parler pour trouver ces récits pourra être surmontée en cherchant ces histoires sans répit et évidemment en expliquant en même temps le but de ce travail. On pourra poser des questions aussi simples que les suivantes : qui sont ces personnes ? Où vivent-elles ? Quelles histoires racontent-elles ?

Une fois que ce processus sera enclenché, d'autres questions et d'autres moyens émergeront afin de retrouver des histoires enfouies.

Les partageurs (d'histoires/ de mémoire) vivent-ils plutôt en milieu urbain ou rural ?

Lorsque l'on recherche ceux qui se souviennent des histoires, des légendes et des mythes, on peut penser à ce que font constamment les paysans : ils recherchent systématiquement les meilleures graines. En fait, la difficulté à surmonter revient à inverser les habitudes qui ont été imposées par un leadership politique et culturel en accord avec les anciens colonisateurs et leurs alliés. Certaines histoires proviennent d'un passé lointain, mais d'autres sont apparues pendant la période post-coloniale, en résistance aux dirigeants post-coloniaux.

Quelques questions pour faciliter la recherche, faire revivre/ se rappeler :

- Quelles histoires étaient partagées?
- Existait-il des occasions spéciales pour le partage (des histoires), par exemple lors de rites d'initiation⁴ ?
- Pourquoi faisait-on appel à des rites d'initiation? Pourquoi étaient-ils importants ? Quelles circonstances devaient/ pouvaient entourer la mise en place de nouveaux rites ?
- Que faisait-on au sein de la communauté afin de maintenir sa vitalité et son unité?
- Quelles étaient les qualités d'un bon dirigeant? Comment les bons dirigeants étaient-ils identifiés ?

3 En anglais "Re-remembering the dis-membered", formule empruntée au dernier livre d'Ayi Kwei Armah's (à sortir en 2010). Dans *The Eloquence of the Scribe – A Memoir on the sources and resources of African Literature (L'éloquence du scribe – essai sur les sources et les ressources de la littérature africaine)*, 2006, Penguine, Senegal: Per Ankh, Armah utilise une image similaire au chapitre 13 : "reconnecting the disconnected" (« reconnecter les déconnectés »).

4 Voir, par exemple : Malidoma Patrice Somé, *Of Water and the Spirit: Ritual, Magic, and Initiation in the Life of An African Shaman (De l'eau et de l'esprit : les rituels, la magie et l'initiation dans la vie d'un chaman africain)*, 1994, Penguin Group. Ce livre comporte des chapitres qui rappellent le *Cahier d'un retour au pays natal* d'Aimé Césaire. Par exemple, chapitre 10: "The Voyage Home" (« le voyage de retour »), et chapitre 18: "Returning to the Source" (« le retour aux sources »). Ces chapitres montrent bien que Césaire n'employait pas l'expression « le pays natal » dans le sens géographique ou historique, mais dans le sens d'une re-connexion avec les racines spirituelles et mentales de l'humanité et de l'Afrique

Demander à ceux qui se souviennent encore s'ils connaissent des histoires :

- Mettant en rapport les gens et leur environnement
- Mettant en rapport les gens et la terre
- Mettant en rapport les gens et la nourriture
- Mettant en rapport les gens les uns avec les autres
- Mettant en rapport les gens et les plantes
- Mettant en rapport les gens et les animaux
- Mettant en rapport les gens et l'eau
- Mettant en rapport les gens et les esprits ancestraux (mettant en rapport les morts et les vivants)

Enregistrement des histoires (imprimer/ diffuser) :

Ceci doit se faire par TOUS les moyens possibles : électroniques, visuels, manuels, oraux et écrits. Chaque personne doit s'impliquer afin de ne pas seulement récolter des histoires auprès des personnes qui veulent bien les partager, mais aussi afin que l'accès à ces histoires soit rendu plus facile et que l'on évite de tomber dans les pièges de ceux qui **gardent**.

- Utiliser tous les moyens pour re-diffuser ces récits : le théâtre, la télévision, le cinéma et la poésie,
- Faire fonctionner de manière plus intensive les réseaux transfrontaliers et trans-régionaux,
- Et ce, à tous les niveaux, de la collecte jusqu'à la diffusion.

À propos de ceux qui partagent :

L'année 1286 après le rassemblement des compagnons dans la maison de la vie. Les mots du scribe Selket, élu par les compagnons dans la maison de la vie, pour fixer par l'écriture la signification de leurs délibérations afin que la mémoire de leurs idées, de leurs mots, de leurs décisions et de leurs actions ne se perde pas et que leurs noms ne soient pas oubliés. La perte de nos noms est la mort de notre âme. La mémoire est la terre. De l'eau et de la lumière pour la vie.

Présentation du scribe: j'étais une de celles qui possèdent la connaissance de la création des jardins. Je prenais soin de la beauté des fleurs et des essences guérisseuses des légumes du jardin, sans gaspillage d'eau. Grâce à mes compétences avec les plantes, les voisins venaient m'acheter des herbes, ainsi que ce que j'avais récolté. Je fournissais la fortune à ma famille, et les acheteurs continuaient de venir. Je donnais de l'argent à mon mari pour son commerce. Il était marchand itinérant. (extrait de Armah, KMT, p. 257)

À propos de ceux qui gardent :

L'année 1309 après le rassemblement des compagnons de Maât et Jehwty dans la maison de la vie. Les mots du souvenir écrits par Saqwtly, scribe élu des compagnons.

La présentation du scribe. Il dit : Je suis devenu célèbre dans mon village à cause de mon caractère d'étourdi. Depuis mon jeune âge, je me suis rendu compte que j'avais un don pour fabriquer des objets avec mes mains. Ce que je fabriquais était beau. Cependant, quelque chose à mon propos ne laissait rien présager de bon. J'avais un don, et la grâce comme cadeau de la nature. Mais il semblait que j'étais incapable de décider quoi faire de cette élégance facile. Ce fut la mort, en s'introduisant comme un voleur, qui me sortit brutalement de ma longue absence d'âme. Mes deux parents moururent, ma mère d'une maladie de l'utérus, mon père un an après. Il semblait ne pas avoir envie de supporter la vie après la perte de ma mère, sœur de son âme. Ma mère partie, mon père l'ayant rejoint peu après, je fus poussé à mettre un terme aux plaisirs légers d'une longue enfance. Je fus comme quelqu'un appelé à prendre la place de mes parents, pour grandir dans un monde d'adultes. (extrait de Armah, KMT, p. 272)

Voici un exemple de ce qui peut être fait :

Le journal *Le Monde* a réalisé un reportage intitulé « un archéologue au Congo », relatant les recherches d'un archéologue et historien. Lorsque l'on voit ce reportage, on se demande forcément pourquoi les paysans africains ne suivent pas cet exemple. De manière évidente, il existe un manque de moyens et de fonds. Toutefois cette explication, bien que vraisemblable, n'est pas satisfaisante.

http://www.lemonde.fr/afrique/visuel/2010/07/08/un-archeologue-au-congo_1384916_3212.html

(vu sur Internet le 10 juillet 2010)

Autre exemple:

<http://www.filmreference.com/Directors-Du-Fr/Faye-Safi.html>

(lu sur Internet le 10 juillet 2010)

Safi Faye est une femme sénégalaise qui a réalisé des documentaires sur des paysans et des pêcheurs, en montrant qu'ils avaient bien une histoire à raconter et qu'ils pouvaient très bien s'en sortir. Cependant, le fait que ces histoires parviennent jusqu'à nous grâce au média cinématographique peut entraîner le risque suivant : ceux qui sont parfaitement à même de mener à bien leur recherche sans ce média risquent de se décourager et de ne pas entreprendre leur projet, simplement parce qu'ils auront imaginé qu'un tel mode d'expression leur est inaccessible. Il est important de ne pas craindre la technologie. Le théâtre d'improvisation est très populaire en Afrique et on le pratique depuis des centaines d'années. Cependant, le grand romancier kenyan Ngugi wa Thiongo a eu des problèmes avec le gouvernement, simplement parce qu'il était allé à la recherche de personnes qui pouvaient raconter des histoires, afin de développer le théâtre populaire. Ainsi, la tâche consistant à reconnecter ceux qui se sont déconnectés ne peut pas être confiée à ceux qui ont tant fait pour déconnecter l'humanité d'elle-même.

Le premier film important de Faye, *Kaddu beykat* (ce qui signifie « **La voix du paysan** » en wolof, la langue africaine la plus importante au Sénégal), a été réalisé en 1975. La perspective adoptée est celle du groupe ethnique de la réalisatrice, les *Serer*, et ce film nous atteint comme un cri, bien loin de l'habituel regard des observateurs occidentaux, biaisé et culturellement distant. Faye permet à des fermiers sénégalais, analphabètes pour la plupart, de s'exprimer, de discuter de leurs besoins socio-économiques et des problèmes politiques. *Kaddu beykat*, qui fut au début interdit au Sénégal, condamne l'héritage colonial de la monoculture de l'arachide et dénonce également le manque de diversification de l'agriculture voulu par le gouvernement, diversification qui assurerait pourtant le bien-être de la population rurale.

Conclusion

Comme je l'ai montré lors de nos échanges à Nyeleni, l'élément clé est que les paysans africains parviennent à se mobiliser, afin de mettre à profit leur propre savoir historique, et pour faire resurgir des récits qui ont été ignorés ou passés sous silence par les universitaires et les politiques. Une nouvelle culture doit émerger, définie par ceux qui la produisent et qui la partagent, les paysans. Le partage est une notion qui n'intéresse guère les politiques (ceux qui gardent). Les partageurs doivent trouver un moyen d'imposer leur voie, sans agressivité, sans non plus copier les méthodes qui ont fini par aboutir à une histoire de l'Afrique passée sous silence. Dans son roman sur l'Égypte ancienne, *KMT*, Ayi Kwei Armah écrit un chapitre dans lequel il explique pourquoi et comment ceux qui partagent ont perdu la bataille contre ceux qui gardent. L'histoire se déroule en Égypte ancienne, mais elle est toujours pertinente à notre époque, sauf que cette fois, l'humanité (ceux qui partagent/ les paysans africains) ne peut pas se permettre de perdre.

Ce défi comporte trois aspects:

1. Réaffirmer le fait que de nombreuses racines de l'histoire de l'Afrique se trouvent chez les paysans africains. La difficulté provient du fait que l'on a systématiquement cherché à nier cette idée pendant tout le règne colonial et pendant presque tout le règne post-colonial, ce qui a entraîné une perte de l'estime de soi. Aujourd'hui, les paysans sont ceux qui sont les mieux à même de se réapproprier cette indispensable estime de soi.
2. Il ne faut pas chercher en premier lieu à retrouver la confiance en soi, pour ensuite « se réapproprier l'humanité de l'Afrique ». Il s'agit de deux processus interdépendants.
3. Créez une nouvelle façon de penser, une nouvelle culture du respect de l'histoire de l'Afrique, de la culture africaine, des Africains et des paysans africains. Cela peut être fait et devra être fait en empruntant des voies multiples. Pour cela, comme pour les autres aspects évoqués, une certaine créativité est nécessaire. La créativité ne peut pas être enseignée.

2. Processus internationaux relatifs à l'agriculture et à l'alimentation

Par Xavier PAPET⁵

(Présentation faite durant le Séminaire de Formation Politique, LVC Afrique, Sélingué, 20 Mai 2010)

FIAN, LVC et la Campagne Mondiale pour la Réforme Agraire :

FIAN (Foodfirst Information and Action Network - Réseau d'information et d'Action pour le Droit à se Nourrir) est une ONG internationale de droits de l'Homme qui œuvre depuis 1986 à la promotion et au respect du droit à l'alimentation, partout dans le monde. Cette ONG est présente sur tous les continents par ses sections, coordinations et membres individuels. Son secrétariat international est basé à Heidelberg en Allemagne.

- *Le droit à l'alimentation?* Inscrit dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948 puis dans le Pacte International relatif aux Droits Économiques, Sociaux et Culturels (PIDESC) en 1966, le droit à l'alimentation n'a pourtant été défini que tardivement, en 1999, par le Comité sur les Droits Économiques, Sociaux et Culturels, dans son Observation Générale n°12 : "Le droit à une nourriture suffisante est réalisé lorsque chaque homme, chaque femme et chaque enfant, seul ou en communauté avec d'autres, a physiquement et économiquement accès à tout moment à une nourriture suffisante ou aux moyens de se la procurer"⁶.

Depuis 1999, le droit à l'alimentation a connu de nouvelles évolutions, notamment suite au Sommet Mondiale de l'Alimentation organisé par la FAO en 2002. En effet, les gouvernements des Etats-membres se sont alors engagés à rédiger et adopter des "Directives Volontaires à l'Appui de la Concrétisation Progressive du Droit à une Alimentation Adéquate"⁷, dans le but de donner des recommandations concrètes et de fournir des outils juridiques pour réaliser le droit à l'alimentation. Même si ces directives demeurent volontaires (les Etats peuvent les appliquer ou non, selon leur volonté) et que leur négociation fut longue et fastidieuse (elles furent adoptées en septembre 2004), elles constituent néanmoins une étape essentielle dans la lutte contre la faim et la malnutrition. Il faut d'ailleurs souligner le rôle fondamental joué par les organisations de la société civile au cours de cette négociation, afin de faire entendre leurs voix.

5 Xavier Papet est un activiste français de l'organisation internationale de défense de droits humains FIAN (FoodFirst Information and Action Network, www.fian.org)

6 Voir <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G99/420/13/PDF/G9942013.pdf?OpenElement>

7 Voir le document complet sur : <http://www.fao.org/righttofood/publi09/y9825f00.pdf>

- *La Campagne Mondiale pour la Réforme Agraire* : Il s'agit d'une initiative conjointe de FIAN International et de La Via Campesina menée depuis plus de 10 ans. Cette campagne était au départ plutôt orientée vers l'Amérique Latine et les politiques de réformes agraires menées dans certains pays, notamment au Brésil, au Guatemala, en Colombie). Mais l'un des objectifs principaux de cette campagne était de dénoncer les conséquences des politiques foncières menées par la Banque Mondiale et de défendre et promouvoir des alternatives fondées sur le respect du droit à l'alimentation et sur la souveraineté alimentaire.

La politique foncière de la Banque mondiale ⁸

A la suite des politiques d'ajustement structurel (PAM) qui ont réduit drastiquement les politiques sociales des Etats qui y étaient soumis (santé, éducation, soutien au secteur agricole, etc.), la Banque mondiale s'est intéressé au secteur agricole en tant que source nouvelle d'investissements. En effet, les PAM ont été appliqués aux Etats en développement où le secteur agricole jouait un rôle essentiel pour l'économie. Mais la Banque mondiale a continué à appliquer les mêmes principes que pour tout autre secteur de l'économie, à savoir que l'objectif était la croissance économique et l'augmentation de la productivité. Les méthodes employées étaient les mêmes que celles des PAM, à savoir : libéralisation des marchés, inclusion de l'agriculture dans les accords commerciaux internationaux, soutien aux investissements scientifiques et technologiques, notamment bio-technologiques, diversification des cultures destinées à l'exportation, meilleure utilisation de l'eau par la privatisation des marchés (ce qui a conduit à l'explosion du prix de l'eau dans tous les pays ayant subi ce type de politiques). Par ces mesures, la Banque mondiale entendait améliorer le niveau de vie des populations rurales, alors qu'aucune référence aux droits de ces personnes n'était faite dans ces programmes.

La politique agraire et foncière de la Banque mondiale, appelée "réforme agraire assistée par la marché" s'opposait aux politiques de réforme agraire traditionnelles, fondées sur la redistribution des terres improductives au profit des populations rurales sans terre ou disposant de trop peu de terres pour subvenir à leurs besoins. Un des buts de la Banque mondiale était de créer des titres de propriété individuelle pour ceux qui étaient en mesure d'acheter des terres, négligeant ainsi les droits ancestraux de communautés rurales exerçant des droits collectifs sur leurs terres. Ainsi, ces politiques ont contribué au démantèlement de terres communautaires, comme par exemple les "ejidos" mexicains, créant ainsi des conflits au sein des communautés, bien souvent au détriment des femmes.

Malgré les échecs avérés de ces politiques dans de nombreux pays, notamment au Brésil, en Afrique du Sud ou encore en Égypte et le retrait de certains projets, la Banque mondiale n'a pas modifié le fondement de ces politiques et continue à ne pas considérer les droits humains comme le fondement de toute politique agraire durable et respectueuse des populations rurales qui dépendent de l'agriculture pour subvenir à leurs besoins fondamentaux et ainsi parvenir au respect de leurs droits.

Le nouveau phénomène de l'accaparement des terres

La libéralisation des marchés agricoles, conjugués à des phénomènes comme l'extension rapide de monocultures destinées aux agrocarburants, la spéculation financière sur les prix des denrées alimentaires ou encore de mauvaises récoltes céréalières dans certains pays (par exemple en Australie) ont provoqué une crise alimentaire sans précédent à partir de 2007/2008. En effet, les prix des produits de base de l'alimentation ont explosé, plongeant dans l'insécurité alimentaire des millions de personnes de par le monde. La

⁸ Voir (en anglais) : <http://www.fian.org/resources/documents/others/global-campaign-for-agrarian-reform-working-document/pdf>

preuve en est malheureusement apportée par le nombre de personnes souffrant de faim et de malnutrition, qui a lui aussi connu une très forte hausse pour dépasser le milliard de personnes en 2009. En un an, cinquante millions de personnes supplémentaires ont rejoint les victimes de la faim et de la malnutrition. La conséquence première a été l'éruption dans une cinquantaine de pays en développement "d'émeutes de la faim", manifestations populaires dénonçant la hausse des prix.

Une deuxième conséquence de la crise alimentaire mondiale a été le renchérissement des importations de nourriture pour les pays dépendants de l'extérieur pour l'alimentation de leurs populations. C'est notamment le cas des pays du Golfe Persique, de la Corée du Sud. Afin de réduire leur dépendance alimentaire, ces pays cherchent à acheter ou à louer à long terme des terres à l'étranger et l'Afrique est lourdement touchée par ce phénomène. On estime à près de 30 millions d'hectares la surface aujourd'hui entre les mains d'investisseurs étrangers, qu'ils soient des Etats, des partenariats public-privé ou des entreprises multinationales. Ce phénomène est très récent mais son ampleur soulève de grandes inquiétudes car il met en danger la sécurité alimentaire et le droit à l'alimentation des populations locales qui travaillent dans le secteur agricole. De plus, les investisseurs étrangers bénéficient de l'appui des gouvernements locaux sans lesquels aucune transaction ne serait possible. D'ailleurs, il y a lieu de noter que la transaction qui a fait le plus grand bruit concernait Madagascar où Daewoo, société multinationale Sud-coréenne, souhaitait obtenir la location, pour un bail de 99 ans, de plus de 1,3 million d'hectares de terres, soit la moitié des terres arables du pays. Cette transaction a en partie provoqué la chute du gouvernement en place au moment de l'accord, qui a été suspendu par le gouvernement de transition qui lui a succédé.

Néanmoins, l'accaparement des terres continue de s'étendre et il est très difficile d'obtenir des informations précises sur la teneur des transactions.

En tant que transactions internationales, ces phénomènes nécessitent des mesures de régulation également internationales afin d'en contrôler les effets néfastes sur les populations locales. En effet, comment un continent comme l'Afrique, où plus de deux cents millions de personnes souffrent de la faim et de la malnutrition, peut-il espérer améliorer les conditions de vie de sa population si les terres destinées à la production agricole servent à nourrir d'autres populations ou à produire des agrocarburants par exemple?

La protection internationale des droits des populations rurales

LVC s'est engagée depuis quelques années dans des actions de plaidoyer auprès du système des droits de l'Homme des NU afin que les droits spécifiques des paysannes et des paysans soient reconnus au plan international. Soutenue dans cette action par l'ancien rapporteur des NU sur le droit à l'alimentation Jean Ziegler, par FIAN et le CETIM, LVC a proposé une Déclaration des Droits des Paysannes et des Paysans⁹.

Cependant, le chemin est encore long avant la reconnaissance formelle des droits des paysannes et des paysans par une Convention internationale des NU. Le droit international des droits de l'Homme offre différentes possibilités de protection des droits des populations rurales, particulièrement en Afrique¹⁰. Le Pacte International des NU relatif aux Droits Civils et Politiques, le Pacte International des NU relatif aux Droits Économiques, Sociaux et Culturels, la Convention des Nations Unies pour l'Élimination de Toutes les Formes de Discrimination à l'encontre des Femmes constituent des instruments à l'attention des organisations de la société civile pour dénoncer des violations et obtenir réparation de ces violations.

⁹ Voir le texte de la Déclaration : <http://viacampesina.net/downloads/PDF/FR-3.pdf>

¹⁰ Voir "Défendre les droits des paysans Africains", FIAN International, 2009 : <http://www.fian.org/resources/documents/others/defendre-les-droits-des-paysans-africains/pdf>



Concernant l'accaparement des terres, la FAO a engagé un processus de rédaction de "Directives Volontaires pour la gouvernance responsable de la gestion foncière et des ressources naturelles"¹¹, où les organisations de la société civile sont appelées à donner leur position. Il s'agit d'un processus très important, où une approche par les droits doit être défendue afin de répondre aux conséquences désastreuses de l'accaparement des terres sur les populations locales. Une approche par les droits permet de considérer les victimes de la faim et de la malnutrition comme des détenteurs de droits et les Etats comme détenteurs de devoirs et d'obligations en vertu des conventions internationales qu'ils ont ratifiées.

Il faut donc continuer la lutte à tous les niveaux afin que les droits fondamentaux des populations rurales soient respectés et utiliser les espaces politiques existants pour avancer vers le respect de ces droits et la reconnaissance de la souveraineté alimentaire.

11 Voir : <http://www.fao.org/nr/tenure/directives-volontaires/fr/>

3. Éradiquer la faim en Afrique

Par Raj Patel, Eric Holt-Giménez & Annie Shattuck ¹²

Cet article est paru dans l'édition de The Nation du 02 Septembre 2009.

Plus d'un milliard de personnes consomment moins de 1.900 calories par jour. La majorité d'entre elles travaillent dans l'agriculture, environ 60 pour cent sont des femmes ou des filles, et la plupart vivent en Afrique rurale et en Asie. Éradiquer leur faim reste l'une des quelques incontestables et nobles tâches qui incombent à l'humanité, et nous vivons dans un temps rare où le savoir-faire et la volonté politique pour y parvenir sont enfin réunis. La question est : comment faire ? La sagesse conventionnelle suggère que si les gens ont faim, c'est à cause d'une pénurie de nourriture, et que pour y remédier il faut donc penser à produire davantage.

Cette logique transforme la faim en un symptôme de déficit technologique, puisqu'un minimum de savoir-faire agricole peut engendrer la production de nourriture pour chacun. C'est une vision séduisante et qui semble correspondre à la vision du Président Obama pour l'éradication de la faim. Dans une interview accordée à une agence de presse africaine, il partage sa frustration que « nous n'ayons pas encore introduit en Afrique en 2009 la Révolution verte que nous avons introduite en Inde dans les années 60. Dans certains pays, la productivité agricole est aujourd'hui en baisse. Cela n'a absolument aucun sens. »

Depuis son siège, un immeuble beige et trapu de Seattle dans l'état de Washington, l'organisation philanthropique la plus importante du monde suit la même approche que celle du Président. La Fondation Bill et Melinda Gates a entrepris un effort de plusieurs milliards de dollars pour transformer l'agriculture africaine (avec une dotation de plus de 30 milliards). Elle a contribué à créer l'Alliance pour une Révolution Verte en Afrique (AGRA) en 2006, et a depuis lors dépensé 1,3 milliard de dollars en subventions pour aider le développement agricole, principalement en Afrique. Avec de telles ressources, résoudre la crise de la faim en Afrique pourrait être le plus grand leg des Gates.

¹² **Raj Patel** est né en Grande-Bretagne mais vit et travaille aux Etats-unis. Universitaire, journaliste militant et écrivain, il également vécu et travaillé au Zimbabwe et en Afrique du Sud. Il est connu entre autres pour son ouvrage, paru en 2008, [Stuffed and Starved: The Hidden Battle for the World Food System](#). **Eric Holt-Giménez** est le directeur de FoodFirst/Institute for Food and Development Policy. Il est l'auteur de l'ouvrage publié en 2009 par Food First : *Food Rebellions! Crisis and the Hunger for Justice*. **Annie Shattuck** travaille comme analyste à Food First/Institute for Food and Development Policy. Elle a co-rédigé l'ouvrage *Food Rebellions! Crisis and the Hunger for Justice* avec Eric Holt-Giménez et Raj Patel, qui analyse les causes fondamentales de la crise alimentaire mondiale et les solutions développées à la base pour lutter contre les famines qui se développent partout dans le monde.

Mais il y a un problème : la sagesse conventionnelle est erronée. La production alimentaire par personne est aujourd'hui plus élevée qu'elle ne l'a jamais été, ce qui suggère que la faim ne serait pas due à un problème de production, mais plutôt à un problème de distribution. Il est vrai cependant que la fertilité du sol africain est pauvre, ce qui pourrait expliquer l'opinion du président Obama selon laquelle le continent a besoin d'une Révolution Verte.

Au mieux pourtant, la Révolution Verte n'a eu qu'un succès ambigu. Comme l'a écrit John Perkins dans son œuvre remarquable intitulée : «Geopolitics and the Green Revolution» (Géopolitique et la Révolution Verte), la révolution a été initiée par le gouvernement américain, non pour le bien-être des sous-alimentés du monde, mais pour éviter que les pauvres urbains se révoltent à cause de la faim, et réclament des gouvernements de gauche dans les pays du Sud. Le terme «Révolution verte» a été inventé par William Gaud, administrateur de l'USAID dans les années 1960. Se référant aux rendements agricoles records au Pakistan, en Inde, aux Philippines et en Turquie, il a annoncé : «Des évolutions dans le domaine de l'agriculture contiennent les ingrédients d'une nouvelle révolution. Ce n'est pas une Révolution Rouge violente comme celle des Soviétiques, ni une Révolution Blanche comme celle du Shah d'Iran. J'appelle ça la Révolution Verte.» Imprégnée de la guerre froide, la première Révolution Verte a été conçue pour empêcher toute autre révolution de se produire.

La Révolution Verte est apparue comme un succès parce que la quantité globale de produits alimentaires a augmenté de façon spectaculaire. De 1970 à 1990, la quantité de nourriture disponible par personne a augmenté de 11 pour cent, et plus de 150 millions de personnes ont été éliminés des rangs des sous-alimentés du monde. Mais cette hausse est en majorité due aux transformations internes en Chine. Sans la Chine, l'apogée de la Révolution Verte affiche une croissance globale de la faim de 11 pour cent. En dépit des progrès impressionnants de la production en Amérique du Sud - stimulée, en partie, par des variétés de cultures mieux adaptées - la faim a augmenté de près de 20 pour cent. Ces nouvelles variétés nécessitaient de grandes étendues, ou de grandes propriétés foncières pour être rentables sur le plan économique, et les paysans qui travaillaient sur les petites parcelles se sont fait renvoyer. Déplacés, ces paysans ont migré vers les collines et les forêts tropicales, doublant ainsi la superficie globale de terres cultivées. En d'autres termes, la croissance alimentaire s'est produite non seulement grâce à la technologie, mais aussi grâce à des superficies plus amples de terres cultivées.

Au-delà du déplacement massif des paysans, la Révolution Verte a causé d'autres dégâts sociaux - des taudis urbains se sont développés autour des villes pour loger les travailleurs déplacés, l'utilisation des pesticides a augmenté, le niveau de la nappe phréatique a baissé et les pratiques agricoles et industrielles ont cumulé d'importantes dettes environnementales. Aujourd'hui, en raison de ces conséquences catastrophiques sur l'économie et l'écologie locales, certains puissants défenseurs de la Révolution Verte en Inde recommandent aujourd'hui que 70 pour cent des producteurs optent pour la culture biologique.

Les architectes de la nouvelle Révolution Verte en Afrique, à la Fondation Gates, sont sensibles à ces défauts. Dans une interview, Roy Steiner, directeur adjoint des projets de développement agricole, fort des leçons de l'histoire, a souligné que les priorités de la Fondation Gates seront orientées vers le petit agriculteur (connu sous le nom « smallholder » en anglais ou "petite exploitation agricole") et les femmes. Il dit que de bonnes leçons sont à prendre du passé, car «si vous regardez l'épuisement des nappes phréatiques et la sur-utilisation des engrais, beaucoup de ces problèmes résultent de très mauvais choix politiques. Cela a poussé un certain mode d'agriculture dont nous savons à présent qu'il est synonyme de surexploitation.»

Néanmoins, la Révolution Verte en cours de préparation en l'Afrique ressemble à s'y méprendre à son prédécesseur. Pour commencer, dans les années 1960, la Révolution Verte s'est accompagnée d'une forte pression d'insécurité nationale et d'instabilité ; la récente vague de rébellions alimentaires mondiales dans des douzaines de pays - en Égypte, Haïti, Inde - a fait à nouveau de l'alimentation un problème de sécurité. De plus, la première Révolution Verte a été financée par une famille milliardaire américaine philanthropique - les Rockefeller ; la seconde l'est par les Gates. Ceci n'est pas une simple coïncidence : le destin des millions d'agriculteurs les plus pauvres du monde est de nouveau tracé par les Américains les plus riches, et ces actions philanthropiques sont très différentes des choix démocratiques.

L'un des choix les plus importants concerne le rôle de la technologie. À la Fondation Gates, Roy Steiner a affirmé que « nous croyons en la puissance de la technologie. » C'est une affirmation lourde, car environ un tiers des 1,3 milliard de dollars de subventions en développement agricole de la fondation a été investi dans la science et la technologie, avec près de 30 pour cent des subventions de l'année 2008 investis dans la promotion et le développement des biotechnologies de semence. À travers un éventail d'investissements, la Fondation Gates est en train de transformer sa foi en réalité. Ce recours à la technologie pour aborder un problème politique et social résonne fortement des préceptes de la première Révolution Verte.

1. Pourquoi l'Afrique a faim, et pourquoi le savoir n'est jamais neutre

Certains des changements apportés par le financement des Gates sont bienvenus. Un Centre africain pour l'amélioration des plantes cultivées a été créé à l'Université de KwaZulu-Natal en Afrique du Sud. Ce centre vise à changer le mode de travail des scientifiques agricoles Africains. Plutôt que de les emmener en Europe ou en Amérique du Nord, où ils pourraient étudier des questions urgentes qui se posent aux agriculteurs français ou américains, le nouveau centre encourage les scientifiques africains à faire face aux défis africains tout en restant basés en Afrique. D'autres investissements des Gates visent à former davantage de doctorats pour les femmes, et à mettre en place des infrastructures locales de fourniture d'aide alimentaire.

Ce sont des efforts appréciables, mais on peut se demander pourquoi la nécessité d'une telle intervention philanthropique existe. La qualité défaillante des institutions africaines de recherche agricole et la baisse des dépenses publiques dans l'agriculture sont en effet les produits d'une austérité budgétaire imposée par les institutions financières internationales, telle que la Banque Mondiale, dans les années 1980 et 90. Comme l'a constaté le chercheur et activiste philippin Walden Bello, même si l'Afrique a exporté 1,3 million de tonnes de nourriture par an dans les années 1960, aujourd'hui, elle importe près de 25 pour cent de sa nourriture. Ceci après avoir été soumise aux prêts de développement internationaux et aux principes du marché de libre-échange. Dans un rapport en 2008, un groupe d'évaluation interne de la Banque a fustigé les politiques qui ont conduit à cette situation. Ce que la Fondation Gates est en train de faire, c'est utiliser ses fonds privés pour financer des activités qui étaient jadis dans le domaine public et qui furent, bien que de façon défectueuse, sous contrôle démocratique.

La Fondation Gates porte une préférence pour les contributions du secteur privé à l'agriculture, et cela façonne les priorités de son programme de financement. Dans un certain nombre de subventions, par exemple, apparaît régulièrement le nom de la société Monsanto. Dans une certaine mesure, cela reflète simplement la domination de Monsanto dans la recherche agricole commerciale. Il existe cependant des synergies importantes entre Gates et Monsanto : tous les deux sont des géants commerciaux qui ont gagné des millions grâce à la technologie, notamment par une défense agressive de la propriété intellectuelle. Les deux organisations sont imprégnées par une



Crédit photo:
Tineke D'Haese

culture d'expertise, avec quelques chevauchements d'intérêts qui les rapprochent. Robert Horsch, ancien vice-président chez Monsanto, est par exemple devenu directeur intérimaire du programme de développement agricole de Gates et chef de l'équipe de la science et technologie. Travis English et Paige Miller, des chercheurs de «Community Alliance for Global Justice» basée à Seattle, ont découvert certaines tendances frappantes dans le financement de la Fondation Gates. En suivant les circuits empruntés par l'argent, English a découvert que «L'AGRA a utilisé des fonds de la Fondation Bill et Melinda Gates pour financer vingt-trois subventions pour des projets au Kenya. Douze de ces bénéficiaires sont actifs dans le domaine des OGM, soit dans la recherche, le développement, ou le lobbying. D'une façon ou d'une autre, environ 79 pour cent du financement au Kenya implique la biotechnologie.» Et English ajoute : "jusqu'ici, nous avons identifié plus de 100 millions de dollars de subventions versées à des organisations qui sont liées à Monsanto."

Ceci n'est pas surprenant compte tenu du fait que Monsanto et Gates adoptent tous les deux un modèle d'agriculture où les agriculteurs souffrent d'un déficit de connaissances. Un modèle où les semences, comme des petites mémoires de logiciels, peuvent être programmées pour transmettre ces connaissances à des fins commerciales. Cela suppose que les technologies de la Révolution Verte - y compris celles qui se substituent aux connaissances des agriculteurs - ne sont pas seulement souhaitables, mais neutres. Toutefois, la connaissance n'est jamais neutre car il est indéniable qu'elle transmet du pouvoir et qu'elle influe sur les relations de pouvoir.

La première Révolution Verte a engendré et exacerbé de nombreuses divisions sociales, en particulier autour de l'accès aux terres et aux ressources, puisque l'échelle requise par les technologies de la Révolution Verte la rend totalement défavorable aux petites exploitations agricoles. La Fondation Gates est clairement consciente de l'importance de l'agriculture paysanne, mais selon une fuite, un document stratégique interne a pu suggérer qu'il existe une priorité toute autre : «Avec le temps, cette stratégie exigera un certain degré de mobilité foncière et un plus faible pourcentage du total des emplois impliqués dans la production agricole directe.» « Mobilité foncière » est un terme Orwellien qui signifie que si la terre reste là où elle est, les populations qui l'occupent sont évacuées. La fondation justifie cette approche en disant que les paysans migreront vers les villes "car il y a beaucoup d'entre eux qui ne veulent pas être agriculteurs [et] les gens font leurs propres choix."

Cette idée de choix est une partie intégrante de la sagesse conventionnelle qui s'applique à l'agriculture en Afrique. Au moins jusqu'à la crise financière, la tendance était que les jeunes hommes ne restaient pas dans l'agriculture s'ils pouvaient l'éviter ; mais ce choix a été conditionné, en partie, par des politiques qui investissaient moins dans les zones rurales que les zones urbaines. L'une des conséquences de la crise financière a été une inversion de ce choix. Pour la première fois depuis des années, les migrants urbains trouvent qu'il y a moins d'opportunités dans les zones urbaines que dans les zones rurales.

Ils retournent à une terre familiale cultivée par les femmes, qui ont développé de riches connaissances en agriculture. Les technologies que finance la Fondation Gates, tels que les semences hybrides ou les engrais synthétiques nécessitent souvent beaucoup moins de savoir-faire que certains des divers systèmes traditionnels gérés par les femmes. Dans de nombreuses cultures africaines, les femmes produisent la majorité de la nourriture, mais les hommes gèrent l'argent en espèces. Plutôt que d'appuyer et de tirer parti des systèmes de connaissances agricoles des femmes, la technologie agricole à but lucratif permet aux hommes qui ont les moyens économiques de remplacer les femmes dans le métier d'agriculteurs.

Les organisations d'agriculteurs africains ont à maintes reprises rejeté cette approche « haute technologie » en agriculture, et préfèrent continuer à faire

leurs propres choix. Depuis que l'AGRA a annoncé sa stratégie en 2006, des groupes représentant les plus importantes fédérations d'agriculteurs en Afrique se sont réunis plusieurs fois pour organiser un soutien aux solutions agro-écologiques africaines à la crise alimentaire.

En dépit de la négligence institutionnelle, des systèmes d'exploitation agricole écologiques se sont développés à travers le continent africain depuis des décennies - des systèmes fondés sur les connaissances des agriculteurs, qui non seulement accroissent le rendement mais réduisent les coûts, sont variés et utilisent moins d'eau et moins de produits chimiques. Il y a quinze ans, les chercheurs et agriculteurs au Kenya avaient commencé à élaborer une méthode de lutte contre la striga, une plante parasite qui cause d'importantes pertes de récolte pour les agriculteurs africains. Le système qu'ils ont mis au point, le système « push-pull » améliore la fertilité du sol, fournit du fourrage et résiste à un autre majeur ravageur africain, le déprédateur des tiges. Grâce à ce système, les prédateurs sont « poussés » loin du maïs qui est planté à côté des plantes répulsives aux insectes d'un côté, et de l'autre « attirés » vers des cultures comme l'herbe Napier qui exsude une gomme qui emprisonne et tue les ravageurs, et constitue également une importante culture fourragère pour le bétail. Le système push-pull s'est propagé à plus de 10.000 ménages en Afrique de l'Est par le biais d'assemblées publiques, d'émissions de radio nationales et d'écoles pratiques d'agriculteur. C'est un système d'exploitation agricole qui est beaucoup plus robuste, moins coûteux, moins nuisible à l'environnement, mis au point et appliqué localement, et qui constitue l'une des douzaines d'alternatives agro-écologiques prometteuses en Afrique aujourd'hui.

Ce sont les technologies écologiques comme "push-pull" (et non pas les approches traditionnelles de la Révolution Verte) qui ont été félicitées par un récent effort international d'évaluation de l'avenir de l'agriculture. L'« IAASTD » (Évaluation Internationale des Connaissances, des Sciences et des Technologies Agricoles pour le Développement) est un rapport inspiré du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC). Il a fallu quatre ans et l'expertise de plus de 400 scientifiques pour l'achever. Le rapport a été adopté par cinquante-huit pays du Nord et du Sud (mais pas les États-Unis, le Canada ou l'Australie). L'IAASTD a constaté que l'accent mis sur la petite agriculture durable, sur des semences adaptées aux conditions locales, et sur une agriculture écologique aborde mieux la complexité du changement climatique, la faim, la pauvreté et les exigences de productivité agricole dans le monde en développement. Ce rapport - l'évaluation scientifique la plus complète de l'agriculture mondiale à ce jour - a recommandé des stratégies de développement qui sont en grande partie aux antipodes de celles soutenues par la Fondation Gates.

La Fondation Gates reconnaît la pertinence des idées de l'IAASTD. Mais elle continue d'investir massivement dans des solutions bio-technologiques au problème de la faim, et donne peu de place aux approches agro-écologiques recommandées par le rapport. De plus, il existe des raisons empiriques qui font douter que la biotechnologie peut offrir ce que Gates espère. Les semences génétiquement modifiées (GM) sont coûteuses, protégées par des brevets, et contribuent donc à la monopolisation commerciale de l'approvisionnement mondial en semences. En dépit des restrictions extraordinaires dont sont victimes les recherches sur les effets des produits génétiquement modifiés (l'industrie refuse de permettre à des chercheurs indépendants d'étudier les semences brevetées), la preuve émerge enfin que ces semences présentent des risques environnementaux et sanitaires importants. Ces révélations ont incité l'American Academy of Environmental Medicine (Académie Américaine de Médecine Environnementale) à appeler tôt cette année à un moratoire immédiat sur les produits alimentaires génétiquement modifiés.

De prestigieuses organisations de recherche comme l'Union of Concerned Scientists ont démontré que les cultures GM (qui ne sont légales à des fins commerciales que dans trois pays d'Afrique) n'augmentent pas le rendement

intrinsèque, et que dans le monde en développement en particulier, elles peuvent augmenter les coûts et risques des petits exploitants en créant des effets mixtes souvent négatifs sur leurs revenus. Bien que la Fondation Gates ait promis des plantes génétiquement modifiées résistantes à la sécheresse, ces plantes n'ont pas encore surpassé en performance les variétés traditionnelles, selon une évaluation du gouvernement australien. La fondation a également dépensé plus de \$ 111 millions pour bio-fortifier les plantes (génétiquement modifiées) pour qu'elles aient une plus forte teneur en vitamines. Pourtant les échecs passés, techniques et culturels, indiquent qu'une alimentation variée nécessite beaucoup plus que des compléments nutritionnels génétiquement modifiés pour permettre une bonne nutrition.

2. Le Nouvel Enfant Modèle de l'Afrique: Le 'Miracle' du Malawi

Un endroit où la nouvelle Révolution Verte a pris de l'avance est la petite nation d'Afrique orientale du Malawi. Après une grave sécheresse en 2003, plus d'un tiers du pays avait besoin d'aide alimentaire pour survivre. En rejetant les conseils de la Banque mondiale, le pays a commencé à émettre des bons d'Etat à grande échelle pour subventionner les engrais en 2005. Avec le retour des pluies, le rendement a augmenté, le Malawi a commencé à exporter du grain et la communauté internationale déclara la crise de la faim terminée.

La Fondation Gates a soutenu énergiquement, grâce à des subventions, le financement des engrais en Afrique pour établir un réseau privé de distributeurs d'intrants agricoles. Bien que le programme ne subventionne pas explicitement le prix des engrais aux agriculteurs, il encourage les politiques nationales visant à accroître la disponibilité des engrais. Si le problème des agriculteurs africains est la fertilité du sol, le financement des engrais semble incontestable. Pourtant, un examen plus approfondi des données soulève quelques questions troublantes. Il n'est pas établi clairement si c'est l'engrais ou la pluie qui a causé l'augmentation du rendement. Pire encore, selon des sources au Malawi, l'éradication de la faim n'a jamais atteint les niveaux crus par la communauté de développement international.

En effet, il y a des raisons de penser que les subventions d'engrais peuvent rendre les sociétés plus vulnérables à la famine. Roland Bunch, un ancien agronome à World Neighbors et auteur de *Two Ears of Corn* (Deux Epis de Maïs), un manuel sur le développement agricole centré sur l'humain, explique le problème. « Les effets indirects des engrais subventionnés sont que les agriculteurs arrêtent l'amendement organique de leur sol parce que la fertilisation est plus facile. Lorsque les subventions cessent, comme c'est toujours le cas - les agriculteurs se retrouvent avec un sol qui est si stérile qu'on ne peut même pas y cultiver un bon engrais vert pour restaurer la fertilité. Et dans cette situation, sans accès aux engrais chimiques ni possibilité d'utiliser les engrais verts, nous pourrions facilement assister à une famine jamais vue à travers l'Afrique. »

Cette préoccupation trouve résonance sur le terrain. Bezner Rachel Kerr, professeur à l'Université de Western Ontario, travaille au Malawi depuis plus d'une décennie. Elle assure que les subventions aux engrais, au Malawi, sont en train de « masquer les problèmes de sécurité alimentaire à long terme. » Elle travaille sur un projet au Malawi qui adopte une approche différente en matière de santé du sol, et qui s'appuie sur l'expérimentation par les agriculteurs locaux. Un chef de village a, par exemple, encouragé son village à adopter l'agriculture écologique, qui non seulement améliore le rendement, mais produit aussi une alimentation diversifiée qui a amélioré la santé des enfants de la localité, pour un coût bien inférieur à celui des projets de nutrition génétiquement modifiée de Gates. Tout comme le push-pull, le résultat de ce projet, qui s'étend à plus de 7.000 ménages, est que les familles - et le sol - sont en bien meilleure condition.

Quand on lui demande comment l'AGRA affecte les projets comme le sien, Bezner Kerr dit : «Quand les agriculteurs obtiennent des bons [pour l'engrais], ils se demandent : pourquoi incorporer le résidu de récolte comme fertilisant naturel ? Si l'AGRA met tout cet argent dans l'engrais, cela anihile des efforts comme les nôtres». Comme Bunch, elle est préoccupée par la situation économique aussi bien que par la durabilité environnementale des distributions d'engrais. «Qu'arrivera-t-il quand l'AGRA s'en ira ?», se demande-t-elle.

3. Est-ce Bill Gates le dernier homme fort d'Afrique?

La Fondation Gates a réagi aux critiques fustigeant ses décisions de financement en expliquant qu'elle est en apprentissage continu, et qu'elle développe un système de pointe qui va bientôt permettre aux agents de projet de solliciter les réactions de plus de 10.000 agriculteurs volontaires par l'intermédiaire du téléphone portable. Il est inhabituel de voir un tel engagement pour corriger ses propres erreurs, dans le monde des fondations. Dans sa flexibilité et son ouverture à la réforme, la Fondation Gates semble prête à s'écarter de la trajectoire de la première Révolution Verte.

Face aux nombreuses critiques sur leur approche de la Révolution Verte, les représentants de l'AGRA ont commencé à participer aux consultations publiques avec les ONG et les responsables des exploitations agricoles africains. Bien que ce dialogue soit une étape importante, ces derniers sont mécontents d'être consultés si tard. Le Rapporteur Spécial des Nations Unies sur le Droit à l'alimentation, Olivier De Schutter, a récemment organisé un dialogue sur l'AGRA. À cette occasion, Simon Mwamba du Forum des Petits Agriculteurs d'Afrique Orientale et Australe a vertement exprimé cette frustration : "Vous venez. Vous achetez la terre. Vous faites un plan. Vous construisez une maison. Ensuite vous me demandez, avec quelle couleur dois-je peindre la cuisine ? Cela n'est pas de la participation!

Nnimmo Bassey, directeur de Environmental Rights Action au Nigeria, suggère: «Si les Fondations Gates et Rockefeller souhaitent tendre la main de camaraderie au continent africain, ils doivent s'écarter des stratégies qui favorisent la monoculture, qui entraînent des expropriations de terres, et envoient les agriculteurs locaux aux portes des monopoles de semences biotechnologiques.» C'est une réaction qui ne peut remonter si facilement à la base, même grâce à un téléphone portable.

Les appels des organisations africaines de pouvoir établir leur programme pour leur propre développement agricole ne sont entendus que faiblement aux États-Unis. En effet lorsqu'il s'agit de la faim en Afrique, les préjugés sur l'incompétence des agriculteurs africains et les merveilles de la biotechnologie nous évitent de réfléchir. Mais la Fondation Bill Gates n'est pas la victime d'un pauvre raisonnement, car elle promeut activement un programme qui soutient certaines des plus puissantes sociétés de la planète. Beaucoup plus que l'étude passée en revue de l'IAASTD, la stratégie de Gates met en avant un autre rapport financé par la fondation elle-même : «Renewing American Leadership in the Fight Against Global Hunger and Poverty» (renouveler le leadership américain dans la lutte mondiale contre la faim et la pauvreté) du Chicago Council on Global Affairs.

Bâclé en quelques mois par une petite équipe dirigée par un chercheur haut placé de la Fondation Gates, dont les membres appartiennent à des institutions soutenues substantiellement par Gates, ce rapport, tout en appelant à juste titre à un investissement accru et à l'éducation, ignore encore les causes structurelles et politiques de la faim en Afrique qu'il attribue à un déficit technique. Le rapport conclut que l'Amérique a besoin de "réaffirmer son leadership" dans la "propagation de nouvelles technologies", pour augmenter le commerce et "renforcer les institutions américaines." Pire, les solutions du Conseil – avec l'arrogance habituelle de la Révolution Verte – ignore les

solutions de succès endogènes qui se sont propagées à travers le continent pendant trois décennies.

Rarement dans l'histoire de la philanthropie, une fondation - ou plus exactement, un seul homme - a eu ce genre de pouvoir. Quand Obama a fait ses remarques sur la Révolution Verte, un journaliste de Seattle Times a suggéré que "le président Obama et les autres dirigeants du monde semblent prendre leurs consignes de la Fondation Gates." Il n'est pas difficile de voir les chemins par lesquels la pensée de Seattle aurait pu s'acheminer jusqu'à Washington, DC. La plupart des employés de l'AGRA et de la Fondation Gates sont d'anciens membres d'industries et du gouvernement. Rajiv Shah, un médecin sans expérience agricole précédente qui était pressenti par la Fondation Gates, est actuellement au Département d'Agriculture, sous-secrétaire pour la recherche, l'éducation et l'économie, et également scientifique en chef.

La portée de la Fondation s'étend bien au-delà de Washington. Avec les milliards engagés dans le développement agricole, la Fondation Gates a un poids financier égal à celui d'un gouvernement du Grand Nord. En 2007, les États-Unis ont versé 60 millions de dollars dans le système de centres internationaux de recherche agricole publics. Gates a pompé 122 millions de dollars dans le système au cours des seuls dix-huit derniers mois et donné un total de 317 millions de dollars à la Banque Mondiale.

La Révolution Verte en Afrique a une autre similitude avec la première Révolution Verte : les préférences technologiques du philanthrope façonnent les approches sur le terrain. Pour les Rockefeller, cela signifiait des technologies agricoles basées sur la chimie industrielle et le pétrole. Pour Gates, il s'agit d'une propriété intellectuelle propriétaire. La Révolution Verte en Afrique est, en d'autres termes, juste une nouvelle façon de faire des affaires comme d'habitude.

Dans ses actions en faveur de solutions technologiques, son dégoût pour la politique sociale de redistribution et son mépris pour les alternatives existantes – aussi bien que dans les circonstances qui ont fait de l'alimentation une question de sécurité internationale - cette Révolution Verte ressemble beaucoup à la précédente. Le plus grand problème, cependant, n'est pas celui de la commission mais de l'omission. Tout comme en Inde dans les années 1960, où les revendications paysannes pour la réforme agraire ont été ignorées, alors qu'elles auraient pu conduire à un progrès plus soutenu et durable (telles que les réformes faites en Chine, au Japon, à Taïwan et en Corée du Sud), les agriculteurs africains qui préconisent leurs propres solutions à la crise alimentaire sont en train d'être marginalisés. En particulier, les demandes articulées oralement - pour des alternatives agro-écologiques, le soutien public à la recherche adaptée et axée sur les exploitants agricoles, la réforme foncière, les droits des femmes dans l'agriculture, ainsi que le partage d'accès à l'eau - toutes celles-ci passent à l'arrière-plan lorsque les réponses de Gates sont amplifiées.

Pour un changement durable, il faudra une série de politiques abordant les causes techniques ainsi que socio-politiques de la faim en Afrique. Les technologies pour le développement doivent être accompagnées par d'autres évolutions notables : les réformes politiques, l'annulation de la dette, la suppression de l'alimentation et de l'agriculture issues de l'Organisation Mondiale du Commerce, l'investissement massif dans les organisations d'agriculteurs et leurs technologies agricoles durables avérées, et la mise en lumière des approches passées en revue issues de la science d'agro-écologie.

Des modèles pour ce type de changements existent déjà. Au Mali, les mouvements paysans ont réussi à persuader le gouvernement d'adopter l'idée de «souveraineté alimentaire» comme une priorité nationale, un raccourci pour la démocratisation du système alimentaire. Des efforts similaires ont lieu aux niveaux régional et local dans d'autres pays. Mais pour que ces initiatives

s'inscrivent aux États-Unis, la sagesse conventionnelle à propos de la Révolution Verte doit être remplacée. La tragédie ici n'est pas que l'Afrique n'a pas eu de Révolution Verte, mais que les erreurs de la première Révolution Verte pourraient être répétées une fois de plus, et qu'une seule fondation a le pouvoir de faire plier le reste du monde devant son programme erroné.

4. Du fatal enchaînement des crises et des moyens d'en sortir

Par François Houtart¹³

Les multiples faces de la crise

Quand 850 millions d'êtres humains vivent sous la barre de la pauvreté et que leur nombre augmente, quand chaque vingt quatre heure, des dizaines de milliers de gens meurent de faim, quand disparaissent jour après jour des ethnies, des modes de vie, des cultures, mettant en péril le patrimoine de l'humanité, quand le climat se détériore et que l'on se demande s'il vaut encore la peine de vivre à la Nouvelle Orléans, au Sahel, dans les Iles du Pacifique, en Asie centrale ou en bordure des océans, on ne peut se contenter seulement de parler de crise financière.

Déjà les conséquences sociales de cette dernière sont ressenties bien au delà des frontières de sa propre origine : chômage, cherté de la vie, exclusion des plus pauvres, vulnérabilité des classes moyennes et allongement dans le temps de la liste des victimes. Soyons clairs, il ne s'agit pas seulement d'un accident de parcours ou d'abus commis par quelques acteurs économiques qu'il faudra sanctionner, nous sommes confrontés à une logique qui parcourt toute l'histoire économique des deux derniers siècles. De crises en régulations, de dérégulations en crises, le déroulement des faits répond toujours à la pression des taux de profit : en hausse on dérégule, en baisse on régule, mais toujours en faveur de l'accumulation du capital, elle-même définie comme le moteur de la croissance. Ce que l'on vit aujourd'hui n'est donc pas nouveau. Ce n'est pas la première crise du système financier et certains disent que ce ne sera pas la dernière.

Cependant, la bulle financière créée au cours des dernières décennies, grâce, entre autres, au développement des nouvelles technologies de l'information et des communications, a surdimensionné toutes les données du problème. L'économie est devenue de plus en plus virtuelle et les différences de revenus ont explosé. Pour accélérer les taux de profits, une architecture complexe de produits dérivés fut mise en place et la spéculation s'est installée comme un mode opératoire du système économique. Cependant, ce qui est nouveau, c'est la convergence de logique entre les dérèglements que connaît aujourd'hui la situation mondiale.

13 François Houtart est un ancien professeur à l'Université catholique de Louvain, fondateur du CETRI (Centre Tricontinental) et auteur de l'ouvrage: "Agroenergy, solutions for the climate or escape from the Crisis of Capital?" Ruth Casa editorial y Ediciones Sociales La Habana, 2009

La crise alimentaire en est un exemple. L'augmentation des prix ne fut pas d'abord le fruit d'une moindre production, mais bien le résultat combiné de la diminution des stocks, de manœuvres spéculatives et de l'extension de la production d'agrocarburants. La vie des personnes humaines a donc été soumise à la prise de bénéfices. Les chiffres de la bourse de Chicago en sont l'illustration.

La crise énergétique, quant à elle, va bien au delà de l'explosion conjoncturelle des prix du pétrole. Elle marque la fin du cycle de l'énergie fossile à bon marché (pétrole et gaz) dont le maintien à un prix inférieur provoqua une utilisation inconsidérée de l'énergie, favorable à un mode de croissance accéléré, qui permit une rapide accumulation du capital à court et moyen terme. La surexploitation des ressources naturelles et la libéralisation des échanges, surtout depuis les années 1970, multiplia le transport des marchandises et encouragea les moyens de déplacement individuels, sans considération des conséquences climatiques et sociales. L'utilisation de dérivés du pétrole comme fertilisants et pesticides se généralisa dans une agriculture productiviste. Le mode de vie des classes sociales supérieures et moyennes se construisit sur le gaspillage énergétique. Dans ce domaine aussi, la valeur d'échange prit le pas sur la valeur d'usage.

Aujourd'hui, cette crise risquant de nuire gravement à l'accumulation du capital, on découvre l'urgence de trouver des solutions. Elles doivent cependant, dans une telle perspective, respecter la logique de base : maintenir le niveau des taux de profit, sans prendre en compte les externalités, c'est à dire ce qui n'entre pas dans le calcul comptable du capital et dont le coût doit être supporté par les collectivités ou les individus. C'est le cas des agrocarburants et de leurs conséquences écologiques : destruction par la monoculture, de la biodiversité, des sols et des eaux souterraines, et sociales : expulsion de millions de petits paysans qui vont peupler les bidonvilles et aggraver la pression migratoire.

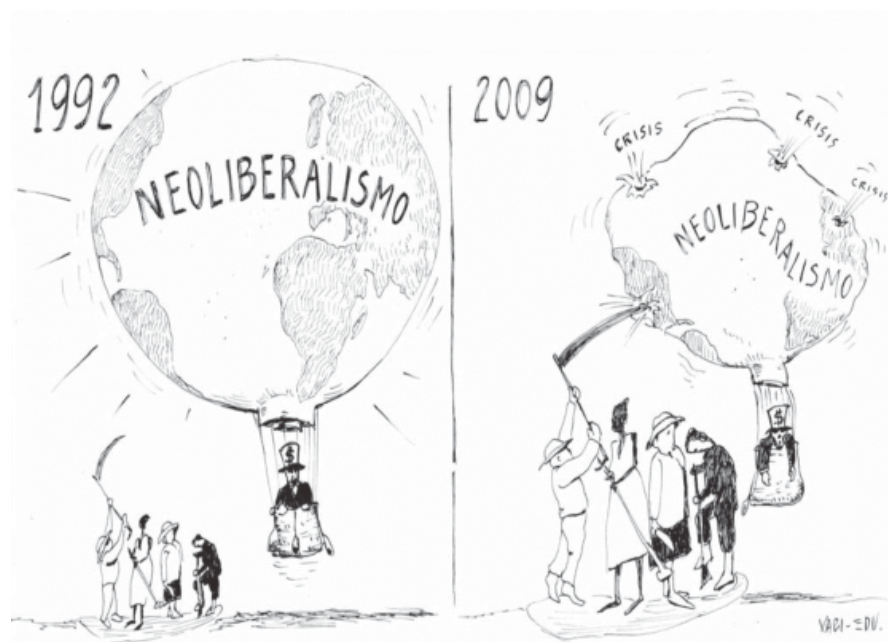
La crise climatique, dont l'opinion publique mondiale n'a pas encore pris conscience de toute la gravité, est, selon les experts du GIEC (Groupe international des experts du climat) le résultat de l'activité humaine. Nicolas Stern, ancien collaborateur de la Banque mondiale, n'hésite pas à dire que *“les changements climatiques sont le plus grand échec de l'histoire de l'économie de marché.”* En effet, ici comme précédemment, la logique du capital ne connaît pas les “externalités”, sauf quand elles commencent à réduire les taux de profit.

L'ère néolibérale qui fit croître ces derniers, coïncide également avec une accélération des émissions de gaz à effet de serre et du réchauffement climatique. L'accroissement de l'utilisation des matières premières et celui des transports, tout comme la dérégulation des mesures de protection de la nature, augmentèrent les dévastations climatiques et diminuèrent les capacités de régénération de la nature. Si rien n'est fait dans un proche avenir, de 20 % à 30% de toutes les espèces vivantes pourraient disparaître d'ici un quart de siècle. Le niveau et l'acidité des mers augmenteront dangereusement et l'on pourrait compter entre 150 et 200 millions de réfugiés climatiques dès la moitié du 21^e siècle.

C'est dans ce contexte que se situe la crise sociale. Développer spectaculairement 20 % de la population mondiale, capable de consommer des biens et des services à haute valeur ajoutée, est plus intéressant pour l'accumulation privée à court et moyen terme, que répondre aux besoins de base de ceux qui n'ont qu'un pouvoir d'achat réduit ou nul. En effet, incapables de produire de la valeur ajoutée et n'ayant qu'une faible capacité de consommation, ils ne sont plus qu'une foule inutile, tout au plus susceptible d'être l'objet de politiques assistentielles. Le phénomène s'est accentué avec la prédominance du capital financier. Une fois de plus la logique de l'accumulation a prévalu sur les besoins des êtres humains.

Tout cet ensemble de dysfonctionnements débouche sur une véritable crise de civilisation caractérisée par le risque d'un épuisement de la planète et d'une extinction du vivant, ce qui signifie une véritable crise de sens. Alors, des régulations ? Oui, si elles constituent les étapes d'une transformation radicale et permettent une sortie de crise qui ne soit pas la guerre, non, si elles ne font que prolonger une logique destructrice de la vie. Une humanité qui renonce à la raison et délaisse l'éthique, perd le droit à l'existence.

Certes, le langage apocalyptique n'est pas porteur d'action. Par contre, un constat de la réalité peut conduire à réagir. La recherche et la mise en œuvre d'alternatives sont possibles, mais pas sans conditions. Elles supposent d'abord une vision à long terme, l'utopie nécessaire ; ensuite des mesures concrètes échelonnées dans le temps et enfin des acteurs sociaux porteurs des projets, au sein d'un combat dont la dureté sera proportionnelle au refus du changement.



Les moyens d'en sortir

Face à la crise financière qui affecte l'ensemble de l'économie mondiale et se combine avec une crise alimentaire, énergétique et climatique, pour déboucher sur un désastre social et humanitaire, diverses réactions se profilent à l'horizon. Certains proposent de punir et de changer les acteurs (les voleurs de poules, comme dit Michel Camdessus, l'ancien directeur du FMI) pour continuer comme avant. D'autres soulignent la nécessité de réguler le système, mais sans changer les paramètres, comme George Soros. Enfin, il y a ceux qui estiment que c'est la logique du système économique contemporain qui est en jeu et qu'il s'agit de trouver des alternatives.

L'urgence de solutions est le défi majeur. Il ne reste plus beaucoup de temps pour agir efficacement sur les changements climatiques. Au cours des deux dernières années, selon la FAO, 100 millions de personnes ont basculé sous la ligne de pauvreté, le besoin impératif de changer de cycle énergétique est à nos portes. Une multitude de solutions alternatives existent, dans tous les domaines, mais elles exigent une cohérence pour garantir leur efficacité; non pas un nouveau dogme, mais une articulation.

La vision de long terme peut s'articuler autour de quelques axes majeurs. En premier lieu, un usage renouvelable et rationnel des ressources naturelles, ce qui suppose une autre philosophie du rapport à la nature : non plus l'exploitation sans limite d'une matière, en l'occurrence objet de profit, mais le

respect de ce qui forme la source de la vie. Les sociétés du socialisme dit réel, n'avaient guère innové dans ce domaine. Ensuite, privilégier la valeur d'usage sur la valeur d'échange, ce qui signifie une autre définition de l'économie : non plus la production d'une valeur ajoutée, source d'accumulation privée, mais l'activité qui assure les bases de la vie, matérielle, culturelle et spirituelle de tous les êtres humains à travers le monde. Les conséquences logiques en sont considérables. A partir de ce moment, le marché sert de régulateur entre l'offre et la demande au lieu d'accroître le taux de profit d'une minorité. Le gaspillage des matières premières et de l'énergie, la destruction de la biodiversité et de l'atmosphère, sont combattus, par une prise en compte des "externalités" écologiques et sociales. Les priorités dans la production de biens et de services changent de logique.

Un troisième axe est constitué par une généralisation de la démocratie, pas seulement appliquée au secteur politique, par une démocratie participative, mais aussi au sein du système économique, dans toutes les institutions et entre les hommes et les femmes. Une conception participative de l'Etat en découle nécessairement, de même qu'une revendication des droits humains dans toutes leurs dimensions, individuelles et collectives. La subjectivité retrouve une place.

Enfin, le principe de la multiculturalité vient compléter les trois autres. Il s'agit de permettre à tous les savoirs, même traditionnels, de participer à la construction des alternatives, à toutes les philosophies et les cultures, en brisant le monopole de l'occidentalisation, à toutes les forces morales et spirituelles capables de promouvoir l'éthique nécessaire. Parmi les religions, la sagesse de l'hindouisme dans le rapport à la nature, la compassion du bouddhisme dans les relations humaines, la soif de justice dans le courant prophétique de l'islam, la quête permanente de l'utopie dans le judaïsme, les forces émancipatrices d'une théologie de la libération dans le christianisme, le respect des sources de la vie dans le concept de la terre-mère des peuples autochtones de l'Amérique latine, le sens de la solidarité exprimé dans les religions de l'Afrique, sont des apports potentiels importants, dans le cadre évidemment d'une tolérance mutuelle garantie par l'impartialité de la société politique.

Utopies que tout cela ! Mais le monde a besoin d'utopies, à condition qu'elles se traduisent dans la pratique. Chacun des principes évoqués est susceptible d'applications concrètes, qui ont déjà fait l'objet de propositions de la part de nombreux mouvements sociaux et d'organisations politiques. L'adoption de ces principes permettrait d'engager un processus alternatif réel face aux règles qui président actuellement au déroulement de l'économie capitaliste, à l'organisation politique mondiale et à l'hégémonie culturelle occidentale et qui entraînent les conséquences sociales et naturelles que nous connaissons aujourd'hui. Les principes exprimés débouchent sur de grandes orientations qu'il est possible d'esquisser.

En effet, il est clair que le respect de la nature exige le contrôle collectif des ressources. Il demande aussi de constituer en patrimoine de l'humanité, les plus essentielles à la vie humaine (l'eau, les semences...), avec toutes les conséquences juridiques que cela entraîne. Il signifierait également la prise en compte des "externalités" écologiques dans le calcul économique. Privilégier la valeur d'usage exige une transformation du système de production, aujourd'hui centré prioritairement sur la valeur d'échange, afin de contribuer à l'accumulation du capital considéré comme le moteur de l'économie.

Cela amène à la remise en place des services publics, y compris dans les domaines de la santé et de l'éducation, c'est-à-dire leur non-marchandisation. Généraliser la démocratie, notamment dans l'organisation de l'économie, suppose la fin d'un monopole des décisions lié à la propriété du capital, mais aussi la mise en route de nouvelles formes de participations constituant les citoyens en sujets.

Accepter la multiculturalité dans la construction des principes exprimés signifie ne pas réduire la culture à une seule de ses composantes et permettre à la richesse du patrimoine culturel humain de s'exprimer, de mettre fin aux brevets monopolisant les savoirs et d'exprimer une éthique sociale dans les divers langages.

Utopie ! Oui, car cela n'existe pas aujourd'hui, mais pourrait exister demain. Utopie nécessaire, car synonyme d'inspiration et créatrice de cohérence dans les efforts collectifs et personnels. Mais aussi applications très concrètes, sachant que changer un modèle de développement ne se réalise pas en un jour et se construit par un ensemble d'actions, avec un déroulement dans le temps divers. Alors comment proposer des mesures s'inscrivant dans cette logique et qui pourraient faire l'objet de mobilisations populaires et de décisions politiques ? Bien des propositions ont déjà été faites, mais on pourrait en ajouter d'autres.

Sur le plan des ressources naturelles, un pacte international sur l'eau, prévoyant une gestion collective (pas exclusivement étatique) correspondrait à une conscience existante de l'importance du problème. Quelques autres orientations pourraient être proposées: la souveraineté des nations sur leurs ressources énergétiques; l'interdiction de la spéculation sur les produits alimentaires; la régulation de la production des agrocarburants en fonction du respect de la biodiversité, de la conservation de la qualité des sols et de l'eau et du principe de l'agriculture paysanne; l'adoption des mesures nécessaires pour limiter à un degré centigrade, l'augmentation de la température de la terre au cours du XXI^e siècle; le contrôle public des activités pétrolières et minières, au moyen d'un code d'exploitation international vérifié et sanctionné, concernant les effets écologiques et sociaux (entre autres les droits des peuples indigènes).

A propos de la valeur d'usage, des exemples concrets peuvent également être donnés. Il s'agirait de rétablir le statut de bien public, de l'eau, de l'électricité, de la poste, des téléphones, de l'Internet, des transports collectifs, de la santé, de l'éducation, en fonction des spécificités de chaque secteur. Exiger une garantie de cinq ans sur tous les biens manufacturés, ce qui permettrait d'allonger la vie des produits et de diminuer l'utilisation de matières premières et de l'énergie. Mettre une taxe sur les produits manufacturés voyageant sur plus de 1000 kms entre leur lieu de production et le consommateur (à adapter selon les produits) et qui serait attribuée au développement local des pays les plus fragiles; renforcer les normes du travail établies par l'OIT, sur la base d'une diminution du temps de travail et de la qualité de ce dernier; changer les paramètres du PIB, en y introduisant des éléments qualitatifs traduisant l'idée du "bien vivre".

Les applications de la démocratie généralisées sont innombrables et pourraient concerner toutes les institutions qui demandent un statut reconnu publiquement, tant pour leur fonctionnement interne que pour l'égalité dans les rapports de genre: entreprises, syndicats, organisations religieuses, culturelles, sportives. Sur le plan de l'Organisation des Nations unies, on pourrait proposer la règle des deux tiers pour les décisions de principe et de la majorité absolue pour les mesures d'application.

Quant à la multiculturalité, elle comprendrait, entre autres, l'interdiction de breveter les savoirs traditionnels; la mise à disposition publique des découvertes liées à la vie humaine (médicales et pharmaceutiques); l'établissement des bases matérielles nécessaires à la survie des cultures particulières (territorialité).

Un appel est lancé pour que les propositions concrètes soient rassemblées en un ensemble cohérent d'alternatives, qui constitueront l'objectif collectif de l'humanité et les applications d'une Déclaration universelle du Bien Commun de l'Humanité par l'Assemblée générale des Nations Unies. En effet, au même

titre que la Déclaration universelle des Droits de l'Homme proclamée par les Nations unies, une Déclaration universelle du Bien Commun de l'Humanité pourrait jouer ce rôle. Certes les Droits de l'Homme ont connu un long parcours entre les Révolutions française et américaine et leur adoption par la communauté internationale. Le processus fut aussi progressif avant de proclamer la troisième génération des droits, incluant une dimension sociale. Très occidental dans ses perspectives, le document fut complété par une Déclaration africaine et par une initiative similaire du Monde arabe. Sans aucun doute, la Déclaration est souvent manipulée en fonction d'intérêts politiques, notamment par les puissances occidentales. Mais elle reste une référence de base, indispensable à toute légitimité politique et une protection pour les personnes. Aujourd'hui elle doit être complétée, car c'est la survie de l'humanité et de la planète qui est en jeu.

Une chose est certaine : la sortie de crise ne pourra se faire sans abandonner les paramètres de l'économie capitaliste et redéfinir les concepts de croissance, de développement et de prospérité. La traduction de ceux-ci dans les pratiques collectives et individuelles sera le résultat de nombreuses luttes sociales, du travail des intellectuels et des valeurs morales injectées dans la vie sociale. C'est aussi un impératif pour tous ceux qui se réfèrent au christianisme.

5. La Libye s'accapare des terres rizicoles maliennes¹⁴

Par Lamine Coulibaly et Boaventura Monjane¹⁵



Crédit photo:
Tineke D'Haese

L'accaparement des terres des petits paysans par des grandes entreprises nationales et étrangères devient un sujet de plus en plus révoltant au Mali. Après avoir investi dans divers secteurs économiques au Mali et en Afrique, ces entreprises nationales ou multinationales se rabattent aujourd'hui sur d'autres cieux, à savoir la terre. Cela, à l'image de MALIBYA, une entreprise libyenne à qui le gouvernement du Mali, dans sa politique de promotion des investissements privés dans la production rizicole a octroyé 100 000 hectares dans la zone Office du Niger, la principale zone rizicole du pays et précisément à Macina ouest dans la région de Ségou, quatrième région du Mali.

Ce projet stratégique selon la convention signée par les deux pays a pour objectifs principaux : d'assurer l'autosuffisance alimentaire des pays; le développement de l'agro-industrie; et le développement de l'élevage.

Selon le directeur général de MALIBYA, Abdalilah Youssef, les composantes du premier volet du projet – financé par MALIBYA- sont d'abord la construction d'un canal d'approvisionnement en eau sur une longueur de 40 km, qui s'étend de la zone de Kolongotomo jusqu'au site du projet, dans la zone de Boky-Wèrè. La capacité minimale du canal est de 130 m³. Ce qui permet d'approvisionner plus de 11 millions de m³ par jour et plus de 4 milliards de m³ par an. L'autre composante, c'est la route, longue, elle aussi, de 40 km. Le coût du contrat est estimé à 25 milliards de FCFA. Il va être exécuté sur une durée de 12 mois. Pour assurer l'exécution des travaux relatifs à la construction du canal et la route le longeant c'est l'entreprise chinoise CGC qui a été commanditée par MALIBYA.

Il va s'agir du plus grand canal sur le territoire malien, et l'un des plus grands en Afrique. Nous avons commencé à mettre en œuvre le projet, qui va

14 Cet article a été publié sur la page web de La Via Campesina en Août 2009, mais est toujours d'actualité.

15 Communicateurs de La Via Campesina.

s'exécuter par étapes dont la première est de 25 000 hectares de terres agricoles. Pour ces 25 000 hectares, nous avons commencé les travaux depuis déjà plus d'un an. Le projet va être un projet multi-fonctionnel qui englobe des activités d'agriculture (notamment la culture du riz dont la production sera environ 200 000 tonnes par an), d'élevage et d'industrie.

Donc, en plus de l'agriculture, il y aura de la production animale, dont les projections seront de 25 000 tonnes de viandes par an, des usines pour la transformation des produits agricoles (comme du concentré de tomates et des laboratoires, a expliqué le directeur de MALIBYA au quotidien privé « L'aube » dans sa parution du 10 novembre 2008.

En effet, le cercle de Macina est un cercle à vocation agro-pastorale et la plus grande zone rizicole de l'Office du Niger en termes de superficie. Il s'agit non seulement d'une zone d'élevage par excellence, mais aussi une zone de transit et de départ des animaux transhumants.

Ainsi, pendant que le gouvernement malien proclame sa volonté d'assurer l'autosuffisance alimentaire du pays, il continue à signer un nombre inquiétant d'accords avec des investisseurs étrangers. Ce qui permet à ces derniers d'avoir un contrôle sur les terres agricoles les plus importantes du pays.

Il convient de rappeler également qu'il y a quelques années, en marge d'un sommet de la Communauté des Etats Sahélo-Sahariens (CEN-SAD) à Bamako, le Président du Mali, Amadou Toumani Touré a offert 100 000 hectares à la CEN-SAD dans la zone Office du Niger. Tout porte à croire que la CEN-SAD est dirigée par la Libye!

La Libye qui a une dépendance accrue vis-à-vis des multinationales en matière d'approvisionnement des produits agricoles, a importé 177 000 tonnes de riz en 2005 évaluées à 62 millions de dollars US, selon les données de la FAO. On se rend compte qu'à l'instar des autres pays arabes, la Libye cherche à sortir de cette dépendance alimentaire en mettant en œuvre des projets comme celui au Mali.

Quelle que soit la destination finale du riz, sa production ne va pas beaucoup aider les agriculteurs et agricultrices du Mali, parce qu'elle va se traduire par l'expulsion de certains agriculteurs locaux de leurs terres et va entrer directement en concurrence avec d'autres producteurs pour l'approvisionnement en eau à partir du fleuve Niger, la plus importante ressource pour l'irrigation de la région. La société est même entrée en négociation avec le gouvernement pour obtenir une priorité sur l'attribution de l'eau en contre saison, quand les niveaux de l'eau sont faibles. Selon les informations que nous avons obtenues, MALIBYA entend exploiter elle-même ces 100 000 hectares de terres, engageant les paysans et paysannes locales comme ouvriers et ouvrières agricoles.

Par ailleurs, tous s'inquiètent de la façon dont ce projet va détruire l'importante diversité de semences de riz locales, et favoriser un petit nombre de variétés de semences améliorées et de techniques modernes dans le domaine agricole, tel que souligné dans la convention.

Nous avons signé un contrat avec une société chinoise pour la production du riz hybride. Aujourd'hui, en terme de rendement en ce qui concerne le riz, le Mali est à 2 tonnes à l'hectare. En introduisant cette nouvelle variété de riz hybride, le rendement sera majoré et passera de 2 à 8 ou 9 tonnes à l'hectare. Ce sont essentiellement les pays puissants qui produisent ce riz hybride et qui en ont le monopole. Il n'existe pas encore ici. Il s'agira d'une première au Mali, voire en Afrique; souligne le directeur de MALIBYA. Selon des spécialistes, cette variété de riz présente une qualité gustative médiocre, ce qui constitue un aspect important pour les petits producteurs qui fournissent les marchés locaux.

Par ailleurs, les semences de cette variété ne peuvent être conservées et reproduites par les producteurs qui seront obligés d'en racheter tous les ans.

De plus, les organisations paysannes locales craignent que la société libyenne n'introduise du riz génétiquement modifié (OGM) sur le territoire malien par le biais de ce projet.

La Coordination Nationale des Organisations Paysannes du Mali (CNOP), en tant que structure de représentation politique et de défense des intérêts des producteurs Agricoles, a vite saisi le dossier après avoir été interpellée par les organisations paysannes de la base. Elle a dépêché une mission avec des représentants du Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales pour se rendre compte de l'étendue des travaux d'aménagement sur le terrain et de leurs répercussions sur la population locale.

Constats

La visite des cites et des entretiens avec les différents acteurs à la base (réalisées du 07 au 10 juillet 2009): la Préfecture, l'Office du Niger, les mairies, la population concernée, entre autres... ont abouti aux constats suivants :

- La non réalisation de l'étude d'impact social et environnemental, alors que les travaux d'aménagement ont débuté depuis octobre 2008 ;
- La non-clarté des informations fournies aux différents acteurs quant à l'exécution du projet;
- La construction du bâtiment du bureau de contrôle sur la piste de parcours des animaux à « Boky-wèrè » ;
- L'obstruction totale sur 7 kilomètres de la piste de parcours des animaux de « Kolongo » par la route et un canal en chantier sans que des passages adéquats alternatifs ne soient prévus pour les animaux;
- L'Office du Niger de Kolongo, qui refusait de signer le contrat de bail car n'ayant pas été associée à la signature de la convention, a fait volte-face et défend actuellement le projet ;
- Les collectivités ne reçoivent aucune taxe de l'extraction des produits de carrières utilisés pour la construction de la route ;
- L'entreprise exploite les carrières sans autorisation de la collectivité et autres autorités locales; Certaines zones de prélèvement de carrière sont soit des cimetières ou des parcelles déjà loties pour l'extension de la ville par la mairie de Kolongo;
- La formation de nuages de poussières occasionnés par la fréquence des camions d'approvisionnement et accentués par le manque d'arrosage, malgré plusieurs interventions faites par les collectivités concernées avec l'implication de l'administration ;
- La destruction des cimetières par les travaux d'aménagement du canal et de la route ;
- La destruction des maisons, des villages, des vergers et jardins maraîchers par la construction de la route et le prélèvement des produits de carrières. (seulement 58 familles seront dédommagées sur les 150 familles recensées comme affectée); L'expropriation des maisons des villages dans la zone sans compensation à nos jours ;

Le développement des agrocarburants

Comme si cela ne suffisait pas, la visite a aussi permis d'identifier qu'une autre surface de 100 000 hectares dans la commune de « Monipébougou », toujours dans le cercle de Macina, appartenait désormais au groupe TOMOTA, un opérateur économique malien qui le dédie à la culture du jatropha, utilisée comme agrocarburant.

Des paysans de la commune qui n'ont d'autres richesses que leur terre, ont ici aussi été expropriés au profit d'intérêts privés. Selon le premier adjoint du maire, de la commune, Mamadou Coulibaly, l'octroi de ces terres a été fait sans l'implication des acteurs concernés à la base et aucune convention n'a été signée entre le groupe et la localité. En plus, les travaux de labour ont atteint la

route qui est une route nationale sans tenir compte des bornes plantés pour identifier les pistes de passage des animaux. Ce qui mettra en cause les résultats obtenus par les collectivités dans le cadre de la recherche de solutions aux conflits sanglants et voire mortels entre éleveurs et agriculteurs. On a écrit au Préfet, au Gouverneur, au ministre de l'Environnement et même au groupe TOMOTA pour que les droits de chacun soient respectés: et les paysans qui ont été expropriés, et la marie qui veut que les pistes de passage des animaux soient respectées afin d'éviter des conflits, explique M. Coulibaly sur le site du groupe.

Ces mêmes paysans n'ayant pas été dédommagés sont obligés de travailler pour le Groupe TOMOTA moyennant 500 à 750 FCFA par jour pour subvenir aux besoins de leurs familles.

Les populations expulsées

En mettant «la charrue avant les bœufs» la population affectée par le projet MALIBYA n'a d'autre espoir que d'attendre les conclusions quant à leur dédommagement. Cela à l'image d'Antoinette Dembélé, une sexagénaire qui s'adonnait au maraîchage depuis des décennies dans la parcelle que lui a légué son époux avant son décès, afin de faire face aux dépenses familiales et autres charges sociales. Elle a été expropriée de sa parcelle située à côté du canal d'approvisionnement d'eau dans le cadre des travaux d'aménagement.

« Les Chinois sont venus détruire mon jardin avec tout son contenu: goyaviers, orangers, papayers, oignons... et jusqu'à présent je n'ai pas été dédommagée. On a tenté de saisir nos autorités locales à savoir : la mairie, l'office du Niger... celles-ci nous ont fait savoir qu'elles ne peuvent rien contre une décision qui est venue du gouvernement et elles n'ont d'autres choix que de constater les travaux. Je suis obligée de rester à la maison à faire des petits commerces de cigarettes, de condiments pour faire face aux besoins de la famille. Nous sommes vieilles pour mener des luttes aussi difficiles, car ils nous ont fait savoir que la terre appartient à l'Etat et seuls les arbres et les plantes que l'on a plantées ou cultivées nous appartiennent. Si on essaie de s'informer auprès des Chinois qui font l'aménagement, ils nous disent d'aller voir le Président de la République et qu'ils n'ont de compte à ne rendre à personne. On n'a pas d'autres espoirs que d'attendre notre dédommagement ».

Bien qu'une commission ait été mise en place par le village pour recenser tous les problèmes de la population en vue d'informer la mairie et d'informer la population des décisions prises; bon nombre d'habitants ignorent son existence, ce qui remet en cause sa légitimité et son rôle de défense de la population locale. D'autres signalent que cette commission est manipulée par les défenseurs du projet.

Il convient de dire que tout porte à croire que ce projet ne sera bénéfique qu'à la Libye, contrairement à ce que pense la population, qui espère profiter de l'aménagement de ces 100 000 hectares. Cela est dû à la non clarté de l'information de part et d'autre. L'information est biaisée à tous les niveaux et en fonction des intérêts des parties concernées: la préfecture de Macina, l'Office du Niger, la population, entre autre.

Ce qui pousse les autorités locales à croire à ce projet, à l'image du Préfet de Macina M. Cissé: d'après les constats et les rencontres avec les représentants des deux investisseurs qui n'avaient pas eu lieu avant le début des travaux, je pense que c'est un projet porteur qui va permettre d'aménager une grande superficie et développer le cercle. Je n'ai pas constaté de mauvaise foi de l'un ou de l'autre –MALIBYA et TOMOTA, peut être un problème d'approche.

Le directeur de l'Office du Niger de la zone de Kolongo qui avait affiché un refus vis-à-vis du projet parce qu'il n'avait pas été associé au processus de la signature de la convention, a désormais fait volte-face et défend le projet. Il

pense que l'aménagement du canal principal long de 17 kilomètres et qui sert de ravitaillement pourra aussi servir à l'Office du Niger pour aménager d'autres parcelles.

Il est important de signaler que tous ces souhaits évoqués par les différents acteurs dénotent de la non connaissance du contenu de la convention. Car, il convient de dire que la convention signée par les deux pays reste jusque là invisible. Les services concernés, la population en général et plus encore la paysannerie de la localité ignorent son contenu et sa quintessence. Ce qui justifie peut-être un certain espoir de bénéficier d'un part conséquente de cet investissement. Cependant, il n'est nullement garanti dans la convention que la population allait en bénéficier.

La défense des producteurs locaux

Etant devenue un sujet particulièrement complexe et sensible, la question de la terre suscite beaucoup d'inquiétudes quant l'avenir des petits producteurs. Par conséquent, bon nombre de structures étatiques (Programme d'appui aux collectivités territoriales, Direction nationale de la production des ressources animales) et structures privées de la société civile (Coordination Nationale des Organisations Paysannes et Fédération de Bétails et Viandes du Mali) se sont levées pour former une commission nationale afin de lutter et défendre les intérêts de la population touchée qui ne vit que de l'agriculture, l'élevage et la pêche.

La CNOP entend non seulement renforcer la lutte avec l'ensemble des organisations de la société civile, mais aussi organiser avec des parlementaires une interpellation du ministre de l'Agriculture et celui de l'Environnement à l'Assemblée Nationale pour clarifier le dossier et garantir les droits de tous les acteurs.

Bien qu'un bail de 50 ans renouvelable soit mentionné dans la convention, bon nombre d'observateurs craignent aussi l'accaparement définitif de ces terres par la Libye par l'octroi d'un titre foncier. Cela créerait des dangers sans précédents tels que des rébellions et la destruction du système semencier de la zone rizicole avec l'introduction de semences améliorées, voire même des OGM.

6. Souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest : la résistance des peuples contre les agressions¹⁶

Par Mamadou Goïta¹⁷

En Afrique et particulièrement en Afrique de l'Ouest et du Centre, l'agriculture¹⁸ occupe la grande majorité des populations. Elle est essentiellement une agriculture familiale et rurale développée autour des exploitations agricoles familiales. Celles-ci sont des entités ou entreprises socio-économiques dont le lien entre les membres est un lien familial. Les membres mettent ensemble leurs moyens en termes de savoirs, savoir-faire et savoir-devenir, mais aussi en termes de ressources financières et matérielles pour produire de la richesse avec la commercialisation du surplus. La production est, dès lors, en priorité, orientée vers l'alimentation de la famille même si elle n'exclue pas les ventes du surplus pour satisfaire d'autres besoins des membres. Elle est différente de l'entreprise agricole de type privé dont le lien entre les membres est le capital (les ressources financières sous forme de contributions de chaque actionnaire ou du seul promoteur individuel).

La première partie de ce texte porte sur une réflexion globale sur les enjeux de l'agriculture dans la perspective d'une contextualisation. Dans un second chapitre, il s'agira de mettre l'accent sur la valorisation des produits locaux et leur sécurisation pour une meilleure promotion dans l'atteinte de la souveraineté alimentaire au Mali, en Afrique de l'Ouest et du Centre. Enfin, un dernier chapitre sera consacré à l'esquisse de certaines solutions en termes d'alternatives pour prendre en charge les problèmes soulevés.

L'agriculture et ses enjeux pour le développement socioéconomique

En prenant compte la perception de l'agriculture mentionnée dans l'introduction, elle englobe d'autres dimensions qui vont au-delà de la production alimentaire et des activités économiques. Elle a des orientations



Crédit photo:
Douglas Mansour

16 Cette communication a été présentée lors du colloque organisé par la Fondation Gabriel Peri et le Parti de l'indépendance et du travail-Sénégal, à Dakar, les 18 et 19 mai 2010

17 Mamadou Goïta est Malien, Directeur Exécutif de l'Institut de recherches pour des alternatives au développement/Afrique, Président du Conseil d'administration de l'Association Malienne pour la Sécurité et la Souveraineté Alimentaire (AMASSA/Afrique Verte Mali)

18 Quand nous parlons d'agriculture il s'agit de l'ensemble des activités agro-sylvo-pastorales incluant la production agricole (végétale), l'élevage, la pêche, la foresterie.

multiples, et de ce fait contribue simultanément à plusieurs aspirations fondamentales de la société. A titre illustratif, sur le plan social, l'agriculture concourt au soutien de l'emploi et au maintien du tissu social si elle est politiquement bâtie autour de l'exploitation agricole familiale comme cela doit être le cas au Mali et dans d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Au point de vue culturel, l'agriculture sous-tend la diversité culturelle alimentaire (des aliments selon nos goûts et selon notre culture). Elle préserve la consommation locale et l'agro biodiversité. Cette dimension est l'un des arguments fondamentaux pour la nécessité de valoriser les produits locaux. Ces produits constituent aujourd'hui des alternatives crédibles aux tentatives de changements des habitudes alimentaires notamment des citoyens dans la perspective d'une indépendance à la production d'autres pays.

Sur le plan environnemental, l'agriculture peut contribuer au maintien de la fertilité des sols, à la préservation des ressources génétiques et de la qualité des eaux.

A l'indépendance, la majorité des pays africains ont prôné la stratégie de l'autosuffisance alimentaire centrée sur les disponibilités agricoles nationales et leur développement. Avec les politiques d'ajustement structurel (PAS), cette stratégie est abandonnée au profit de celle de la sécurité alimentaire, basée sur la libéralisation du commerce international des produits agricoles. Dans cette stratégie, la question de savoir qui produit la nourriture devient une réflexion secondaire.

En Afrique, au plan politique, la libéralisation s'opère dans un contexte de désengagement de l'Etat, de décentralisation et de restructuration des services agricoles. Au plan économique, elle intervient dans un contexte de développement des OGM, de piraterie et de privatisation des ressources génétiques ; et récemment dans une période d'incitation au développement des agrocarburants. Au plan social, l'analphabétisme reste encore très élevé chez les producteurs agricoles, limitant ainsi leur capacité d'accès à l'information.

La libéralisation tous azimuts du commerce international des produits agricoles a montré ses limites en Afrique : la détérioration des conditions alimentaires des populations, l'effritement de l'emploi rural, l'appauvrissement de la paysannerie et des producteurs, l'exode rural constituent de sérieuses menaces pour la stabilité politique et sociale des pays africains. Aussi, le déficit alimentaire d'une grande partie de la population qui n'a pas les moyens d'accès à la nourriture dans les pays africains reste globalement très préoccupant.

Face à une telle situation, il est nécessaire d'approfondir le débat afin de situer les enjeux et de mieux cerner tous les domaines transversaux liés aux politiques agricoles et rurales.

La récente rencontre de haut niveau des experts de la FAO à Rome sur le thème : « Mettre fin à la faim d'ici 2050 » a une fois de plus constitué une autre tribune pour demander des engagements aux nations dites « riches » détentrices des capitaux globalisés, destructeurs des économies africaines, de « sauver » le continent de la faim. Une fois encore et comme toujours pour l'Afrique, le monde veut s'attaquer aux conséquences des problèmes en ignorant royalement les causes profondes qui sont à l'origine de ces problèmes.

La crise alimentaire qui a secoué le monde en 2007-2008 a été un fait révélateur des incohérences des institutions internationales et des Etats, pour la gestion des problèmes alimentaires et même agricole auxquels le monde fait face. Plusieurs raisons¹⁹ ont été évoquées par la presse pour justifier la flambée des prix des produits agricoles. La raison la plus évoquée était relative aux

19 Cette partie du document s'inspire d'un article rédigé par l'auteur en novembre 2008 intitulé « La comédie dramatique de la crise alimentaire ».

responsabilités de la Chine et de l'Inde par rapport à leur mode de consommation. Au fur et à mesure que la crise évoluait, les causes profondes de la crise sont apparues. Il s'agit notamment de l'explosion de la production des agro carburants, de la faiblesse des stocks de produits notamment céréaliers en Europe et aux Etats-Unis et de la spéculation financière, une des caractéristiques du modèle néolibéral qui s'est étendue aux produits alimentaires.

La Chine et l'Inde ne sont pas responsables de la crise. Car pour la période 2007-2008, ces deux pays étaient des exportateurs nets de produits agricoles. Les stocks de céréales de ces deux pays ont augmenté de plus de 10,9 Mt pour la Chine et de plus de 7,8 Mt pour l'Inde. Par contre, les Etats Unis (avec le déficit en poissons) et l'Union européenne (pour les céréales) étaient déficitaires pour la même période devenant des importateurs nets. Les statistiques montrent que les Etats Unis et l'UE sont responsables de 94% de la baisse des stocks mondiaux de céréales pour la période 2007-2008.

La politique de promotion des agrocarburants des Etats Unis et de l'UE, avec l'utilisation du maïs notamment qui est passé de 12% de la production en 2004 à 23% en 2007 et avec un objectif de 32% en 2008 a été un élément déterminant. Cette augmentation s'est faite au détriment de la disponibilité des produits alimentaires, notamment le maïs, la quantité utilisée pour l'éthanol dépassant nettement les exportations des Etats Unis.

La décision de l'UE d'avoir un programme de biodiesel a, quant à elle, contribué à une augmentation très sensible des coûts des oléagineux. La production annoncée des agrocarburants, notamment par l'UE, a incité les spéculateurs à s'intéresser aux produits comme le maïs et d'autres oléagineux.

On constate bien alors que la flambée des prix des produits agricoles est essentiellement due à la faiblesse des stocks des produits céréaliers aux Etats Unis et en Europe, l'augmentation de la production des agrocarburants et la spéculation financière autour des produits céréaliers et oléagineux.

En plus de ces causes qui sont aussi des conséquences d'une situation plus ancienne, il faut mentionner la responsabilité du FMI et de la Banque mondiale pour le cas de l'Afrique. Après la crise de la dette du début des années 1980, dont l'effondrement du cours des matières premières était un élément déclencheur, le FMI et la Banque mondiale ont contraint les pays africains à adopter des politiques/programmes d'ajustement structurel (PAS) qui se sont prônés notamment par :

- La réduction des surfaces destinées aux cultures vivrières et la spécialisation dans un ou deux produits d'exportation (coton pour le Mali, le Burkina Faso, le Bénin, etc., café et cacao pour la Côte d'Ivoire, le Ghana, etc.). Par exemple, pour le Mali, la production du coton est passée de moins de 200.000 tonnes avant le PAS à plus de 620.000 tonnes à la fin des années 1990. Cette augmentation de la production s'est faite à travers l'expansion des superficies et non l'augmentation des rendements qui sont restés presque constants. Le pays a payé un prix fort dans une telle évolution avec des mécanismes d'endettement et le repositionnement de l'assistance technique agro-sylvo-pastoral. Le coton était devenu le seul produit bénéficiant d'une structuration favorable à son développement (production et commercialisation surtout). L'économie est devenue de plus en plus extravertie, avec des stratégies de développement basées sur l'accès au marché international ;
- Le retrait de l'assistance technique (conseils agricoles) de proximité aux producteurs ;
- L'arrêt (fin) des systèmes de stabilisation des prix ayant constitué de véritables instruments de promotion agro-sylvo-pastorale dans les différents pays africains ;
- L'abandon des politiques et stratégies d'autosuffisance en production de céréales,

- L'ouverture sauvage des marchés nationaux aux produits externes contribuant à une marginalisation de certains produits locaux jadis considérés comme des produits stratégiques dans certains pays, etc.

Toutes ces mesures, couplées avec l'ouverture des marchés africains aux capitaux étrangers, ont contribué à la fragilisation des économies par l'extrême dépendance aux révolutions des marchés mondiaux, la forte réduction des budgets sociaux, la suppression des subventions aux produits de base, la destruction des marchés locaux, nationaux et sous régionaux qui se construisaient. Elles ont mis en concurrence déloyale des petits producteurs locaux avec des sociétés transnationales...

Les populations africaines en grande majorité paient le prix fort aujourd'hui de ces politiques qui ont montré leurs limites très tôt. L'obstination des institutions de Bretton Woods a conduit à la catastrophe pour le mode de production des pays africains en particulier et, par conséquent, les modes de consommation.

Dans un processus destructeur qui a été dénoncé par les mouvements sociaux depuis longtemps, la situation est apparue à la face du monde : en un an, les prix du riz et du blé ont doublé, celui du maïs a augmenté de plus d'un tiers. Les stocks céréaliers sont tombés au plus bas niveau depuis 25 ans. Le coût d'un repas a fortement augmenté et les risques de famine sont devenus réels.

Plusieurs marches ont été organisées en Afrique pour protester contre une situation qui a été jugée injuste pour les populations, notamment les populations urbaines : il s'agit de leur donner les moyens de faire face à la flambée des prix de certains produits de première nécessité en général (y compris les produits pétroliers, les céréales, etc.). Des marches similaires ont été organisées en Europe et notamment en France et elles ont été qualifiées de « marches pour le pouvoir d'achat ». Même si ces marches sont différentes, de par leurs formes, les fondements sont les mêmes. Les peuples veulent un meilleur partage des ressources nationales mobilisées. Ils veulent briser la fracture entre les riches et les pauvres. Ils veulent leur part de la croissance économique positive qui est évoquée chaque année par beaucoup de dirigeants du monde pour justifier leurs politiques économiques « néo-libérales ». Oui, le peuple veut sa part de la croissance aussi bien dans d'autres continents qu'en Afrique.

L'insistance de différents acteurs sur la crise alimentaire a amené les mêmes acteurs, qui sont à l'origine des problèmes actuels, à justifier leurs actions qui auront plus de conséquences négatives que positives sur l'alimentation et l'agriculture en Afrique. Ces actions proposées par les acteurs promoteurs du néo-libéralisme sauvage sont entre autres :

- La détaxe des produits alimentaires, notamment le riz, dans beaucoup de pays africains, correspondant à une ouverture (libéralisation) du marché ;
- La promesse de don du président Georges Bush des Etats Unis d'environ 200 millions de dollars sous forme d'aide alimentaire à l'Afrique ;
- La signature d'accords de partenariat entre AGRA²⁰ (Alliance pour la Revolution Verte en Afrique), la FAO, le PAM et le FIDA ;
- Initiative « Riz » au Mali et dans d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest comme le Burkina Faso et le Sénégal, avec un faible dispositif technique et une faible légitimité sociale pour sa mise en œuvre ;
- Des prises de décisions spectaculaires concernant les politiques agricoles dans certains pays où s'opère la mise en œuvre de ces politiques fondées sur des approches néolibérales. Le « fast-food » politique devient de mise avec cette situation de crise « artificielle », car les décisions sont prises à la hâte ;

20 Regroupant entre autres les fondations Bill et Melinda Gates, Rockefeller et présidée par Koffi Annan ex-Secrétaire Général des Nations Unies

- La demande de l'OMC pour une plus grande ouverture des marchés pour « faire le commerce » même s'il se fera sur les « ruines des pays pauvres » et sur les corps des pauvres, notamment les femmes et les enfants.
- La vente effrénée des terres agricoles à des investisseurs étrangers, pour des investissements et la production, connue sous le nom d'«accaparement des terres», etc.

L'ensemble de ces actions constitue une agression contre les sociétés paysannes qui ont un besoin urgent de réforme des systèmes actuels. Cette perception de la crise alimentaire et de la crise agricole actuelle est très réductrice par rapport au combat actuel des peuples engagés à travers leur société civile et notamment les mouvements sociaux. Elle contribue à restreindre :

- l'échelle de réflexion sur la situation (en se focalisant uniquement sur les céréales qui sont devenues chères) ;
- les capacités des interventions pour trouver des solutions durables à la crise actuelle (risques de chercher à résoudre les problèmes des villes et non ceux des campagnes productrices)

La situation telle que décrite par les uns et les autres empêche de réfléchir sur les causes profondes du problème et de formuler des solutions durables respectant l'agenda africain en matière de souveraineté alimentaire. Oui, il y a des problèmes en Afrique sur le plan alimentaire. Oui, l'augmentation des prix de certaines denrées alimentaires sur le marché mondial a affecté l'Afrique. Mais comment en est-on arrivé à cette situation ? Comment en sortir en prenant les bonnes décisions ? Ce sont là certaines des questions fondamentales auxquelles tout analyste de la situation, quel que soit son niveau d'intervention doit chercher à répondre.

La crise a eu le mérite de faire ressortir les paradoxes de la situation de l'Afrique. La plupart des pays africains étaient excédentaires en termes de production agricoles lors des évaluations de stocks en décembre 2007. En février 2008, la plupart de ces pays ont déclaré des crises importantes : « mensonges d'Etat » concernant les stocks disponibles ou « spéculation » autour des produits céréaliers ? Les deux arguments semblent plausibles.

Il y a des explications à chercher dans le contexte global de la spéculation financière et de la faiblesse des Etats par rapport au secteur privé pour les investissements. Un autre élément important reste lié à la faiblesse des outils mis en place pour collecter les données et assurer une meilleure planification. Il y a donc souvent des paradoxes qui doivent être pris en charge par les Etats et les autres acteurs du développement socio-économique de ces différents pays.

L'exemple du Mali illustre bien ce paradoxe (...). La production des céréales sèches (mil, sorgho, maïs, fonio) a constamment augmenté sauf pour la campagne 2004/2005 qui a connu des attaques des criquets pèlerins ayant causé des dégâts dans les exploitations. Il faut signaler que pendant toutes ces années, la production globale a toujours été excédentaire avec une moyenne de plus de 500.000 tonnes d'excédent par rapport aux besoins en céréales du pays. La production des céréales au Mali a été estimée à plus de 4 millions de tonnes en 2008 - 2009 et elle a atteint le seuil de 6,3 millions de tonnes pendant la campagne 2009 - 2010, selon les chiffres officiels donnés par les services du ministère de l'Agriculture du pays.

Il est vrai que certaines zones sont chroniquement déficitaires, mais la production globale du pays est suffisante pour nourrir l'ensemble de la population. Le problème à ce niveau reste alors la question de l'accessibilité d'une partie de la population à la nourriture, mais aussi la faiblesse de l'organisation des marchés locaux avec la non valorisation des produits locaux.

Le volume des produits disponibles n'était pas en cause dans l'exemple du Mali, d'autres facteurs sont à prendre en compte. Il s'agit, entre autres :

- De la montée des prix des céréales avec une grande spéculation en lien avec le faible pouvoir d'achat des populations ;
- Des habitudes de consommation qui ont changé, mettant plus de ressources dans l'achat du riz très souvent importé et du blé avec la consommation du pain.
- La faiblesse de la valorisation des produits locaux pour assurer une consommation des produits dont la maîtrise est locale (ne dépend pas du marché international).
- La faiblesse des prix aux producteurs, incitant les commerçants véreux à acheter des stocks importants pour spéculer après sur les prix.

La valorisation des produits locaux est l'une des réponses indispensables pour non seulement prévenir de telles crises, mais aussi asseoir les bases d'une sécurité et d'une souveraineté alimentaires durables dans les pays. Cette option constitue l'un des six principes de base de la souveraineté alimentaire tels qu'ils ont été définis par les mouvements sociaux lors du Forum Social Mondial sur la Souveraineté alimentaire intitulé « Nyéleni 2007 », organisé à Sélingué, au Mali, en février 2007 comme un espace de résistance. Il y aura difficilement des solutions de sortie de crise pour la grande majorité des pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre sans la prise en compte de ce principe combien important pour promouvoir de façon générale la production agricole.

La valorisation des produits dans un contexte de souveraineté alimentaire

Depuis les débuts de l'agriculture, il y a des milliers d'années, les productrices et producteurs agri-sylvo-pastoraux ont développé des dizaines de milliers de variétés de plantes mais aussi contribué à des améliorations animales. Toutes les variétés mises au point correspondent à de nombreux besoins locaux de consommation, aux variations climatiques et aux usages traditionnels sous différentes formes.

Là où les pratiques agricoles traditionnelles sont toujours utilisées à travers les exploitations agricoles familiales comme le Mali, il est courant de trouver des dizaines de variétés de céréales (mil, maïs, blé, riz,...), de légumes, de fruits et d'autres plantes qui sont issues de ce processus inventif et de recherche participative.

Dans l'expression « produits locaux », l'idée de local renvoie aux habitudes culturelles et de sécularité, non seulement dans la production mais aussi dans la valorisation et dans l'usage multiforme de proximité physique territorialisée et de la commercialisation autour des marchés locaux. Les produits locaux font donc allusion au développement local qui contribue efficacement au développement à l'échelle nationale. Le produit local se démarque donc de ces produits du système alimentaire mondial industriel « transnationalisé », produits « ailleurs » que « chez nous »²¹. Les produits « chez eux » (ailleurs), encouragés par l'urbanisation et l'ouverture sauvage des marchés nationaux, se retrouvant dans nos assiettes par le truchement des politiques destructrices des économies rurales.

Les produits locaux constituent l'un des secteurs les plus dynamiques de la consommation alimentaire de nos pays ces dernières années. Ces produits répondent aux besoins de l'évolution sociale, car la consommation alimentaire est devenue un trait distinctif des identités collectives et individuelles, notamment en milieu rural. C'est ainsi qu'on parle au Mali du Saraholé avec son « bassi gnoukou na »²²; du Malinké avec son « tigidègè na »²³, du

21 Le «chez nous» socialisé et territorialisé à l'échelle du local, du régional ou provincial, du national ou éventuellement du sous-régional ou du continent en parlant de l'Afrique

22 Couscous avec une sauce feuilles en Bamanankan

23 Sauce arachide en Bamananaka

Tombouctouzien avec son « takoula mafé »²⁴, du Minianka avec son « Jawèrè siké »²⁵, etc. Ces repas sont des traits de culture. Ils sont les reflets de la valorisation des produits locaux.

Qu'il s'agisse de produits agricoles, animaux ou de cueillette, notre sous-région ouest-africaine dispose de riches potentialités qui, si elles sont rationnellement valorisées et utilisées, pourraient la mettre à l'abri des déficits alimentaires et de la malnutrition.

Du fait de la concurrence déloyale, les producteurs de céréales, de fruits et légumes, des volailles, des animaux de différentes natures sont pénalisés et croient difficilement à l'avenir de leurs productions. Les produits importés venus de « chez eux » sont moins chers que les produits locaux « de chez nous » à cause de l'ouverture des marchés suite aux programmes d'ajustement structurel (PAS) imposés par le FMI, la Banque mondiale et certaines élites africaines complices de la destruction des économies de leur continent. Les subventions des Etats Unis, de l'Union Européenne et autres pays producteurs, accordés pour d'autres produits, cassent les prix et fragilisent les marchés des produits des pays économiquement faibles.

Ce commerce injuste est source d'appauvrissement des producteurs et de nos opérateurs économiques privés qui souvent, consciemment ou inconsciemment, jouent le jeu des produits de « chez les autres ». C'est l'économie des pays qui en paye les frais incommensurables.

Les négociations des APE (Accords de Partenariat Economique) risquent de porter un coup de grâce aux quelques espoirs qui existent aujourd'hui. En effet, la demande aux pays ACP d'ouvrir leurs marchés est faite en sachant que ces pays ne peuvent pas exporter leurs produits vers les pays du Nord parce que ne remplissent pas les réglementations phytosanitaires et d'hygiène, mais sont aussi moins compétitifs à cause du fait que ces produits ne sont pas subventionnés comme ceux des pays du Nord.

Malgré toutes les difficultés actuelles, il existe toujours une prédominance de la consommation des produits locaux notamment en milieu rural. La crise alimentaire récente a aussi donné un coup d'accélérateur aux options de valorisation des produits locaux dans les centres urbains. Le système agricole local, même s'il est très affaibli, repose sur les variétés locales (animaux, céréales, légumes et fruits) adaptées qui peuvent faire l'objet d'une véritable politique de valorisation dans la perspective de la souveraineté alimentaire.

Il y a certes des risques liés, entre autres, à l'ouverture du marché africain aux produits agricoles subventionnés de l'UE et des Etats Unis et à l'introduction des OGM et autres semences hybrides industrielles qui peuvent détruire le peu qui reste de ce système agricole quelque part intimement lié à un mode de vie, mais l'espoir est permis.

Sans des mesures radicales pour valoriser les produits locaux, le système actuel va certainement détruire le tissu productif et installer irrémédiablement et de façon durable les producteurs africains de l'Ouest et du Centre, qui constituent presque 80% de la population dans certains pays, dans une paupérisation indescriptible.

La valorisation de nos produits locaux est dès lors un impératif pour tous les pays de la sous-région dont l'économie repose essentiellement sur l'agriculture. Cette option, qui doit être politiquement exprimée et programmatiquement réalisable et réalisée, repose sur l'appui à la production mais aussi à la transformation, à la commercialisation et à la valorisation nutritionnelle des

24 Pâte de farine de blé avec la sauce tomate

25 Pâte de mil ou petit mil avec sauce feuilles de haricot et le beurre de karité

aliments. La demande alimentaire des villes africaines constitue une opportunité sans précédent pour les producteurs africains.

Pour ce qui concerne la transformation des produits, qui est l'une des voies de valorisation de la production agricole, des organisations de femmes et certaines ONG spécialisées font la promotion de la transformation de certains produits locaux. Elles sont très mal connues par beaucoup de consommateurs et de consommatrices, car l'essentiel de la production est destinée à une population « élite » à cause des prix appliqués souvent, mais aussi à cause des marchés utilisés (les supermarchés constituent les clients privilégiés au détriment de la consommation de masse).

A côté de ces formes de petites entreprises de transformation, les familles transforment aussi les produits qui sont destinés à la consommation familiale ou à la vente. Ces produits constituent une réponse importante aux besoins alimentaires des populations.

Malgré les nombreux acquis obtenus par des ONG comme l'Association Malienne pour la Sécurité et la Souveraineté Alimentaire (AMASSA/Afrique Verte Mali), les Unions de transformatrices et d'autres organisations, certains problèmes majeurs existent et doivent être pris en compte. Il s'agit, entre autres, de :

- La faiblesse du niveau d'équipement de transformation pour assurer une production continue dans le temps et dans des espaces bien donnés. Beaucoup d'associations sont incapables de s'acheter un séchoir solaire par exemple, sans l'appui d'une organisation extérieure. La stratégie d'équipement des transformatrices, particulièrement, doit être une piste d'actions pour améliorer la situation au niveau national.
- La difficulté à vendre les produits transformés à cause de la concurrence déloyale des produits importés qui ont la préférence de la plus grande partie de la population, à cause, entre autres, de leur prix et de leur disponibilité constante. En plus, la question de conditionnement, notamment l'emballage, pose un problème sérieux aux femmes.
- La qualité de certains emballages laisse à désirer. En effet, malgré l'importance de l'emballage dans la chaîne de transformation, il ne constitue pas, pour la plupart des transformatrices notamment, une préoccupation majeure.

L'emballage est l'un des outils de communication par excellence entre le vendeur et l'acheteur. A ce titre, il ne s'agit pas d'avoir des emballages chers pour faire comme les autres, mais d'avoir des emballages propres, adaptés, pouvant assurer la conservation et le maintien de la qualité. Certains emballages de récupération utilisés aujourd'hui sur les marchés locaux ne contribuent pas à faire la promotion des produits. En effet, des sacs de ciment aux sachets plastiques, le problème de la qualité sanitaire des aliments est posé. Il ne s'agit pas d'acheter des emballages qui vont contribuer à augmenter de façon très sensibles les prix sur le marché, mais d'avoir des emballages propres, adaptés aux produits et qui garantissent la qualité hygiénique des aliments mis sur les marchés.

L'enjeu majeur est de trouver un système qui allie les emballages de qualité (propres, bons conservateurs de produits, maintien de la qualité nutritionnelle,...) et la maîtrise des coûts de production. La maîtrise de ces dimensions permettra de mettre sur le marché des produits de bonne qualité à des prix adaptés aux conditions de vie des populations. Il est important de signaler le fait que la valorisation des produits locaux doit être orientée en priorité vers les marchés locaux pour la souveraineté alimentaire. Dans une telle perspective, les prix aux consommateurs ont une importance capitale.

La question de la sécurité sanitaire est fondamentale dans le débat actuel sur la valorisation des produits locaux. L'un des arguments pour rejeter certains produits locaux reste lié à leur qualité sanitaire. La question reste posée :

comment sécuriser les consommateurs tout en préservant des prix qui les permettent de les acheter ? Les tests de produits qui sont proposés aujourd'hui par l'Agence Nationale pour la Sécurité des Aliments (ANSA), pour assurer la certification, constituent une bonne initiative. Mais elle doit être mieux contextualisée pour répondre aux acteurs et actrices de la transformation des produits.

En fait, la certification « individualisée » des produits a un coût opérationnel que la plupart des transformateurs ne peuvent avoir. Il faut trouver une solution pour permettre d'assurer les tests de certification sous forme d'économie d'échelle. Il s'agit de regrouper les productrices et les producteurs individuels et assurer la certification ensemble pour des gammes de produits. Cette forme de certification n'exclut pas des contrôles périodiques. Cette option permet de rassurer les consommateurs, mais aussi de minimiser les charges supportées par les acteurs de la transformation et les consommateurs.

C'est le rôle de l'Etat d'assurer la promotion des produits et de s'engager dans la prise en charge de certains coûts, dans une perspective de souveraineté alimentaire. La mise en place d'un fond de valorisation des produits est une nécessité pour régler la question de confiance des consommateurs concernant certains produits locaux.

Il faut signaler le fait que la question des tests de certification des aliments n'est pas une fin en soi, mais un moyen pour contribuer à la promotion des produits locaux et à leur consommation. Les actions les plus durables consisteront à mieux sensibiliser et à former les transformateurs et les transformatrices sur la question de la qualité pour qu'ils l'intériorisent et en font des usages au quotidien. L'auto certification assistée pourra être une alternative importante pour contribuer à la sécurisation des aliments issus de la transformation des produits locaux.

Quelles alternatives pour une meilleure valorisation des produits locaux ?

La question de la valorisation des produits locaux ne pourra pas être séparée de la question plus globale de la promotion de la souveraineté alimentaire. Les alternatives que nous proposons vont au-delà de la valorisation des produits. Ces alternatives sont entre autres, à moyen et long terme :

- Soutenir l'agriculture familiale pour qu'elle puisse être plus performante et plus moderne dans une optique de durabilité. Il faut signaler qu'en Afrique c'est cette agriculture familiale qui nourrit les populations africaines.
- Soutenir la mise en place des stocks de souveraineté alimentaire avec une priorité à l'approvisionnement avec la production locale.
- Mettre en place des mécanismes de soutien à l'agriculture africaine (sous forme de subventions à la production et de subvention à la consommation) pour prendre en charge les investissements, la maîtrise de l'eau de façon durable ainsi que d'autres contraintes majeures. Il est impératif de développer les alternatives agro-écologiques au détriment du modèle d'agriculture industrielle. Les mouvements sociaux en Afrique doivent combattre cette forme d'agriculture prônée par les multinationales et certains pays riches qui ne pourraient que être destructrices, car exclusive pour l'exploitation agricole familiale qui est la forme dominante de l'agriculture en Afrique.
- Assurer une meilleure organisation des marchés locaux, sous régionaux et régionaux de céréales à travers les bourses de céréales²⁶ qui mettent les producteurs et les consommateurs en lien et qui ne sont pas des bourses spéculatives.

26 Expérience mise au point par Afrique Verte dans trois pays du Sahel (Burkina Faso, Mali et Niger) et qui a démontré toute sa pertinence et son efficacité dans ces pays. AMASSA au Mali ; APROSSA au Burkina Faso et AcSSA au Niger ont pris le relais d'Afrique Verte pour continuer les actions

- Donner des prix rémunérateurs aux producteurs pour assurer des investissements dans les exploitations, mais aussi pour les permettre de prendre en charge les besoins liés aux services sociaux de base.
- Promouvoir la sécurité sociale pour les producteurs et mettre en place des fonds de calamités.
- Mettre en place des fonds de transformation/valorisation des produits locaux et assurer la promotion de ces produits.
- Mettre en place des programmes de recherches participatives et les intégrer dans le dispositif national de la recherche. La souveraineté de la recherche doit être affirmée.
- Régler les questions foncières ou agraires en prenant en compte les réalités de chaque pays. Il sera important d'éviter la « titrisation » des terres qui ne peut que conduire à la privatisation du patrimoine foncier national. Le bradage du patrimoine foncier ne peut que conduire à des conflits difficiles à gérer. Il faut avoir un moratoire sur la vente des terres des pays africains qui devient un phénomène inquiétant dans les différents pays.
- Re-nationaliser les industries agro-alimentaires qui sont des outils stratégiques pour le développement agricole au sens large. La question de l'industrialisation sera déterminante pour l'avenir de l'agriculture de l'Afrique.
- Elaborer et mettre en œuvre des politiques agricoles basées sur la souveraineté alimentaire qui fait de l'alimentation, la production et d'autres sujets liés, des questions de droits humains.

La prise en charge de ces propositions permettra de trouver des solutions à moyen et à long termes pour le développement agricole durable de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Il faut tirer les leçons du passé et réagir assez vite pour éviter que des mesures inappropriées ne soient prises par les Etats et certains de leurs partenaires pour gérer la situation dans une approche de « fast-food politique ».

7. Résumé historique de la Via Campesina

Par Annette Desmarais

(ce document a été publié dans le livret « Documents politiques » de La Via Campesina)

La Via Campesina est née dans un contexte économique, politique et social particulier dans lequel partout dans le monde la capacité des paysans et des paysannes à garder le contrôle sur la terre et sur les semences était mise à mal. Elle est apparue aussi à une époque où le modèle de développement rural en place altérait les paysages ruraux, menaçait de rendre les connaissances locales superflues et dénigrait les cultures rurales. Les principaux éléments à l'origine de son émergence sont donc d'une part la globalisation envahissante d'un modèle industriel moderne d'agriculture et, d'autre part la recherche d'une approche alternative parmi ceux qui étaient les plus affectés par les conséquences du développement de ce modèle.

En Mai 1993 au cours d'une conférence qui s'est tenue à Mons en Belgique, quarante-six représentants (hommes et femmes) d'organisations paysannes, de petits agriculteurs, de peuples indigènes et de travailleurs agricoles de différentes régions créent formellement La Via Campesina. Mais les racines de la Via Campesina remontent à bien plus loin. Tout au long des années 80, les membres fondateurs de Via Campesina ont participé à des discussions et ont eu des échanges avec leurs homologues dans les différentes régions et au niveau international. Cela va donner lieu à la création de coordinations régionales tels que le Coordonation Paysanne Européenne en Europe, L'ASOCODE et La CLOC en Amérique du Sud.

Le dialogue et les échanges conduisent également à la Déclaration de Managua signée par les représentants de huit organisations paysannes d'Amérique Centrale, des Caraïbes, d'Europe, du Canada et des États-unis qui se sont rassemblés pour participer au Deuxième Congrès de l'Union Nationale des Agriculteurs et des Éleveurs tenu à Managua, Nicaragua en 1992.

La Via Campesina se constitue au Nord et au Sud autour d'objectifs communs: un rejet explicite du modèle néolibéral de développement rural, un refus catégorique de se voir exclue des politiques de développement agricole, une détermination absolue de ne pas être "portée disparue" ainsi qu'un engagement de travailler ensemble pour renforcer la voix des paysans. Par sa stratégie de "construire l'unité à partir de la diversité" et par son concept de souveraineté alimentaire, les paysannes et les paysans du monde entier travaillent ensemble pour garantir le bien-être des communautés rurales.

L'objectif de La Via Campesina est de provoquer un changement dans le monde rural - changement qui améliore les conditions de vie, qui renforce la production locale d'aliments pour la consommation locale, et qui ouvre des espaces démocratiques permettant aux agriculteurs et agricultrices d'exercer entièrement le rôle qui leur appartient d'établir leur position et de participer au processus de décisions sur les problèmes qui ont un impact sur leurs vies. Le mouvement croit que ce type de changement ne peut avoir lieu que lorsque les communautés locales obtiennent un plus large accès aux ressources productives, un plus grand contrôle sur celles-ci, et quand elles augmenteront leur pouvoir social et politique.

Depuis la signature de l'Uruguay Round du GATT en 1994 les représentants des organisations rurales du Nord, du Sud, de l'Est et de l'Ouest, organisés au sein de La Via Campesina, ont marché ensemble notamment dans les rues de Genève, Paris, Seattle, Washington, Québec, Rome, Bangalore, Porto Alegre, Cancún et Hong Kong. Chaque fois que, et partout où des institutions internationales telles que l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), la Banque Mondiale, et la FAO (Food and Agriculture Organisation) des Nations Unies se rencontrent pour discuter sur les problèmes de l'agriculture et de l'alimentation, La Via Campesina a toujours été présente. La Via Campesina est également présente dans les communautés locales au Honduras, Mexique, Brésil, Guatemala, Indonésie, Europe ou Canada lorsque des familles d'agriculteurs se mobilisent pour résister à la diffusion de semences génétiquement modifiées, ou lorsqu'ils sont évincés de leurs terres pour faciliter l'extension du développement urbain, de champs de golf, de plantations d'eucalyptus, d'élevages intensifs de crevettes ou de porcs. Pour beaucoup tout cela est très surprenant. Depuis plus de cent ans ceux qui croyaient savoir ce qui allait arriver dans les campagnes du monde ont prédit la disparition de la paysannerie. Et aujourd'hui elle aurait déjà dû disparaître. Bien au contraire, intégrés au sein de La Via Campesina, les paysans se rassemblent partout, telle une voix déconcertante et discordante au sein du chœur qui chante les louanges de la globalisation.

La présence de La Via Campesina n'a pas été ignorée. Portant des casquettes vertes sombres, des foulards, des t-shirts blancs, agitant des drapeaux verts avec son logo aux couleurs vives, et chantant des slogans avec énergie, les membres de La Via Campesina lui ont donné par leurs actions une voix, chaque fois plus visible et audible. C'est la voix de l'opposition radicale à la globalisation d'un modèle néolibéral d'agriculture contrôlée par les grandes entreprises.

Cette résistance a pris une tournure dramatique le 10 septembre 2003 - le premier jour de la Cinquième Rencontre Ministérielle de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) à Cancún au Mexique avec la mort tragique du leader des fermiers Coréens, Lee Kyung Hae. Lee avec 120 autres Coréens s'était joint à la délégation de la Via Campesina à Cancún afin d'expulser l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) du secteur de l'agriculture. Portant le slogan: "L'OMC tue les paysans", Lee a marché vers les hautes clôtures métalliques érigées pour "protéger" des protestataires les négociateurs du commerce et s'est tué en se poignardant.

Cet acte de résistance tragique et définitif est le symbole de ce que La Via Campesina n'a pas cessé de répéter: La libéralisation de l'agriculture est une guerre contre les paysans et les paysannes, elle décime les communautés rurales et détruit les familles paysannes. Le cri désespéré de Lee pour le changement a contribué à renforcer la Via Campesina qui, à partir de cet instant, a déclaré le 10 septembre comme la Journée Internationale de Protestation contre l'OMC. La visibilité croissante de La Via Campesina en tant qu'acteur social déterminant, profondément enraciné dans les communautés locales tout en étant en même temps de plus en plus engagé et toujours plus efficace dans la scène internationale, a attiré l'attention de nombreuses organisations rurales cherchant d'autres options. Entre 2000 et 2004,

quarante-deux organisations se sont jointes à La Via Campesina qui comprend actuellement quelque 150 organisations dans 70 pays. Une grande part du succès de La Via Campesina est dû au fait qu'elle équilibre - avec prudence mais non sans effort - les différents intérêts de ses membres. Elle doit gérer de manière transparente des problèmes de genre, de races, de classes, de cultures et des relations Nord/Sud susceptibles de causer des divisions. Selon La Via Campesina le conflit ne se déroule pas entre les paysans du Nord et ceux du Sud. La lutte se déroule plutôt entre deux modèles en compétition - et diamétralement opposés sur de nombreux aspects - de développement social et économique. D'un côté un modèle néolibéral globalisé, promu par les grandes entreprises, qui conçoit l'agriculture exclusivement comme une aventure vouée au profit dans laquelle les ressources productives sont de plus en plus concentrées dans les mains de l'industrie Agro-alimentaire. D'autre part, un modèle plus humain, un monde basé sur la souveraineté alimentaire. Dans ce deuxième modèle, celui que défend la Via Campesina, l'agriculture est dans les mains des paysans et des paysannes et fait appel à des modes de production, utilisant les ressources locales et destinés à fournir les marchés locaux. L'agriculture exerce une importante fonction sociale, tout en demeurant économiquement viable et écologiquement durable. La formation et la consolidation de La Via Campesina est la preuve vivante que les familles paysannes n'ont pas été des complices complaisantes au cours de ce processus de restructuration économique. Elles n'en ont pas d'avantage été les victimes passives face à la pauvreté croissante et à la marginalisation. Bien au contraire, elles résistent activement à la globalisation d'un modèle d'agriculture imposé par les grandes entreprises. Elles utilisent trois armes traditionnelles des faibles (l'organisation, la co-opération et la communauté) pour redéfinir le "développement" et pour construire un modèle alternatif qui va des petites coopératives agricoles aux banques de semences, aux initiatives de commerce équitable, et à la récupération des pratiques agricoles traditionnelles. Elles unissent également leurs efforts au-delà de la sphère locale, en travaillant au niveau régional, national et international. En constituant La Via Campesina, les organisations paysannes ont réussi à constituer un nouvel espace de dimensions internationales leur permettant d'exister dans l'arène internationale. La Via Campesina occupe cet espace avec les voix des paysans, en articulant leurs demandes et les options qui les concernent et en s'efforçant de résister à l'imposition d'un modèle d'agriculture aux mains des multinationales. La solidarité et l'unité vécues avec La Via Campesina entretiennent ce qui est peut-être le plus précieux de tous les dons, l'espoir. L'espoir qu'une "autre" agriculture est possible. En effet, La Via Campesina nous permet d'imaginer que le changement est possible et qu'un projet alternatif est en train de naître. Cela est clairement formulé dans le slogan de La Via Campesina: "Globalisons la lutte - globalisons l'espoir."



Crédit photo:
Douglas Mansour

8. Perspectives et valeurs de la Via Campesina

(ce document a été publié dans le livret « Documents politiques » de La Via Campesina)

L'heure de la souveraineté alimentaire est venue! Les petits agriculteurs peuvent jouer un rôle actif dans les transformations de la société pour un monde plus juste.



Photo Credit:
La Via Campesina

Paysan-ne-s, petits agriculteurs, sans terres, peuples indigènes, travailleurs agricoles, hommes et femmes sont unis dans la Via Campesina pour obtenir la souveraineté alimentaire et arrêter le processus néo-libéral destructeur. La souveraineté alimentaire est le droit des peuples et des gouvernements de choisir la façon dont la nourriture est produite et consommée, dans le respect du bien être et des cultures de tous. C'est aussi le droit de choisir les politiques qui vont accompagner ces choix.

Nous représentons presque la moitié de la population mondiale et sommes tout à fait capables de produire l'alimentation de nos familles et de toutes les personnes vivant sur la planète! Nous sommes organisé(e)s dans des communautés qui ont une longue expérience de gestion des ressources naturelles et de la production d'une alimentation qui soit saine, nutritive, adaptée aux cultures locales, et produite de façon durable à partir des

ressources disponibles localement. De concert avec les pêcheurs, les indigènes, les pasteurs et d'autres qui vivent dans les régions rurales, nous avons le droit d'exister, d'être respecté(e)s et de vivre une vie digne! Nous voulons établir des liens étroits avec les personnes vivant dans les milieux urbains afin de leur fournir une alimentation saine sans l'interférence destructrice des multinationales.

L'agriculture et la production alimentaire sont dominées par les multinationales

Les compagnies transnationales ont comme objectif déclaré la destruction de l'agriculture paysanne. Leur but est d'industrialiser la production agricole, ce qui amène les paysans et paysannes à devenir des travailleurs salariés sur les plantations et propriétés contrôlées de ces multinationales ainsi que des consommateurs de leurs produits et des habitants de bidonvilles.

Elles cherchent délibérément la complète intégration verticale ainsi que la pleine domination et le contrôle sur l'alimentation et l'agriculture depuis la semence jusqu'à l'assiette pour faire de gros profits. Les travailleurs (hommes et femmes) sont exploité(e)s. Le pouvoir économique et politique se concentre et les communautés rurales sont en voie de destruction.

L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI) sont les institutions clés qui mettent en oeuvre ces politiques néo-libérales. Elles le font par le truchement de la libéralisation du commerce (tels que les accords de libre échange), le dumping de surplus qui détruisent les marchés locaux, le brevetage du vivant, la privatisation par les multinationales des terres, de l'eau et des semences, l'introduction d'organismes génétiquement modifiés et d'agrocarburants. Ces organismes ont été conçus et utilisés uniquement comme instruments de domination par les grandes firmes et les gouvernements des pays industrialisés, surtout les Etats-Unis, le Japon, et les pays de l'Union Européenne.

De vraies réformes agraires devraient apporter des changements radicaux

Les organisations de la Via Campesina croient qu'un changement fondamental est de toute première nécessité. Nous avons besoin de vraies réformes agraires dans nos pays pour soutenir la production paysanne. Nous avons bâti un mouvement international puissant et nous avons réussi à orienter le débat international sur l'agriculture vers la souveraineté alimentaire et la réforme agraire. Nous voyons que l'intérêt pour la souveraineté alimentaire croît dans l'opinion publique, dans certaines institutions internationales ainsi que dans certains gouvernements nationaux. De plus en plus de personnes et d'organisations sont convaincues comme nous que des changements sont nécessaires et possibles!

Nous devons respecter la nature et ses ressources

La Via Campesina promeut un respect profond pour la biodiversité de notre planète, composée de toutes les richesses de la nature, des écosystèmes, des cultures et des savoirs traditionnels des peuples. Toutes les formes de vie animale et végétale, les relations humaines et économiques, les coutumes, les cultures et les formes de gouvernance des peuples font partie de la biodiversité. La diversité, c'est la vie; c'est notre propre mode de vie et nous devons la défendre.

Nous devons respecter, conserver, restaurer et protéger, pour les générations futures, toutes les ressources naturelles de notre planète comme la terre, l'eau, la faune, la flore et les minéraux. Nous devons utiliser des techniques agricoles permettant de produire des aliments sains et de respecter notre environnement. Nous ne devons pas utiliser des technologies telles que les manipulations génétiques qui mettent en danger les ressources naturelles.

La terre devrait être utilisée au service de la société

La terre est une ressource naturelle rare qui doit avant tout servir à la vie et profiter à la société. Via Campesina défend la démocratisation de la propriété foncière et de son utilisation. Nous sommes opposés à la concentration de la propriété et de l'utilisation de la terre dans le but d'exploiter d'autres peuples ou d'autres nations.

Nous défendons une véritable réforme agraire qui garantisse à chacun le droit de travailler la terre et qui donne la priorité à des formes d'agriculture familiales, collectives et coopératives. Nous défendons les droits des paysans et des paysannes à s'organiser de différentes manières dans les communautés et les endroits où ils habitent. Il est nécessaire que les gouvernements et les états protègent et encouragent l'agriculture familiale, paysanne et coopérative par des politiques de prix agricoles adaptés, par un conseil technique approprié et par la garantie de l'accès aux marchés. L'ensemble de ces mesures doit permettre de produire une alimentation qui respecte et préserve nos cultures.

Les semences sont la vie

L'humanité s'est développée jusqu'à présent grâce à la reproduction libre des semences et à leur accès démocratique. La Via Campesina défend le principe que les paysans, les paysannes et leurs communautés ont le droit et le devoir de produire, de préserver et d'échanger leurs propres semences car c'est le meilleur moyen de préserver la biodiversité. Nous nous opposons au développement et à l'utilisation de semences transgéniques, au monopole commercial et au brevetage des semences et des savoirs. Nous demandons aux états de financer et de soutenir la recherche pour la préservation et la culture de semences locales et traditionnelles qui doivent appartenir aux peuples. Les semences sont un patrimoine des peuples, elles doivent être au service de l'humanité.

Les femmes jouent un rôle clé dans la production alimentaire et dans la prise de décision

La Via Campesina veut que les droits de la femme soient pleinement reconnus et respectés. Les femmes devraient donc avoir un accès égal aux ressources productives. Nous voulons aussi atteindre une pleine et égale participation des femmes à tous les niveaux et dans tous les espaces de nos organisations. Nous nous engageons à lutter contre toute forme de violence et de discrimination à l'encontre des femmes.

Les jeunes sont le présent et le futur de nos campagnes

Il est essentiel d'inclure pleinement les jeunes dans notre mouvement et de créer une perspective positive pour eux dans nos communautés. Ils ne sont pas seulement le futur, mais également le présent, car ils participent activement à la construction et au renforcement de nos organisations. Les jeunes constituent donc des acteurs de changement social dans les zones rurales. Ils doivent avoir accès aux ressources productives telles que la terre, les semences, l'eau...

Nous devons aussi accorder de l'importance aux enfants qui contribuent aussi au processus de changements sociaux.

Nous devons prendre en compte collectivement et de manière responsable la question des migrants

Des conditions de vie désespérées et la recherche d'un futur décent forcent des millions de personnes à travers le monde à migrer. La plupart d'entre eux et d'entre elles viennent de régions rurales. Nous devons défendre leurs droits et respecter leurs efforts pour trouver une vie décente. Nous devons soutenir l'amélioration de conditions de vie partout afin de prévenir des migrations forcées. Nous devons aussi défendre les droits des migrant(e)s dans les pays qui les reçoivent.

Droits humains pour tous les paysans et petits agriculteurs, hommes et femmes

Les personnes vivant en milieu rural sont encore victimes de nombreuses formes de violence qui les empêchent d'accéder à des droits fondamentaux comme l'alimentation, l'eau, le travail, un logement décent, les services d'éducation et de santé, le repos et la culture. Il existe également des violences physiques et psychologiques telles que le travail forcé sans rémunération, l'esclavage, la torture, l'emprisonnement, l'immigration, l'exil, et même des assassinats.

Beaucoup sont victimes de conflits armés et de guerres. Nous luttons pour que les droits humains individuels, sociaux, collectifs, politiques, économiques, culturels soient respectés dans toutes les communautés, dans tous les groupes sociaux et par tous les gouvernements et régimes politiques. Le droit à la terre est un droit humain fondamental. Nous soutenons de nouvelles relations sociales libres d'oppression et d'inégalité entre hommes et femmes, peuple, races, classes et générations et nous continuerons notre combat pour un monde sans guerre et sans arme nucléaire.

Nous avons besoin de marchés justes, d'une production et d'une distribution contrôlées

La Via Campesina milite pour un modèle décentralisé basé sur la souveraineté alimentaire qui promeut une production appartenant aux agriculteurs et agricultrices et contrôlée par eux. Elle défend une transformation et une distribution des produits par des coopératives qui appartiennent aux agriculteurs et aux agricultrices et qui sont contrôlées par eux, ou par des associations qui soient au service des paysans, des paysannes et de leurs familles. Le commerce agricole doit être basé sur des relations équitables et de coopération. L'alimentation ne peut pas être commercialisée comme un simple marchandise en vue d'obtenir des avantages économiques et politiques. Le commerce agricole doit être juste entre tous les acteurs économiques.

Les paysan(ne)s et petits agriculteurs refroidissent la planète

Une des causes principales de l'augmentation de la quantité de gaz à effet de serre produits par l'agriculture est le développement de productions industrielles à haute utilisation d'intrants. L'utilisation d'engrais, de pesticides, les transports sur de longues distances et le haut niveau de mécanisation vont de pair avec une utilisation importante d'énergies non-renouvelables. Une agriculture à faible niveau d'intrants (pesticides et engrais chimiques), basée sur des ressources locales et destinée principalement à la consommation domestique est l'une des solutions au réchauffement climatique. Les paysan(ne)s et petits agriculteurs peuvent apporter une contribution non négligeable à la résolution de ce problème global.

Les institutions doivent être démocratisées

Nous avons besoin d'institutions qui soutiennent la mise en place de la souveraineté alimentaire, protègent nos droits et intérêts contre les actions destructrices des multinationales, des grands propriétaires fonciers et des autres acteurs qui abusent de leur pouvoir pour accumuler de la richesse en exploitant les peuples et en pillant les ressources.

D'une part, nous avons besoin d'institutions internationales qui créent des espaces nouveaux et posent des cadres permettant aux gouvernements nationaux et locaux de répondre aux besoins de leurs populations. Nous avons besoin d'institutions internationales qui soient en mesure de contrôler les gouvernements nationaux lorsque ceux-ci se montrent répressifs, corrompus, lorsqu'ils ne respectent pas les droits de leurs peuples ou lorsqu'ils vendent leurs pays aux entreprises multinationales. D'autre part, nous devrions nous débarrasser des institutions internationales qui violent les droits des peuples, comme l'OMC, la Banque Mondiale et le FMI. Nous avons besoin d'une

redéfinition du rôle et du fonctionnement des organismes internationaux, pour qu'ils soient fondés sur l'égalité, la justice, un fonctionnement participatif et les droits des hommes et des femmes.

Nos valeurs communes nous aident à devenir plus forts et à contribuer à la transformation nécessaire de nos sociétés

La façon dont nous nous comportons comme personnes dans nos sociétés et dans notre mouvement est essentiel pour les changements que nous cherchons à réaliser ainsi que pour le renforcement de notre mouvement. Les relations dans nos sociétés doivent être fondées sur la culture de valeurs qui profitent à l'Humanité comme la solidarité, la justice sociale, politique et économique, l'égalité et la démocratie. Ces valeurs ne doivent pas constituer de simples déclarations de principes mais elles doivent orienter nos comportements au quotidien et ceux de nos mouvements, organisations, régimes politiques et états. Nous voulons renforcer la solidarité et l'unité parmi les membres (hommes et femmes) de notre mouvement, et respecter la diversité au travers des alliances avec d'autres organisations. Dans notre organisation nous cherchons à construire le consensus le plus large possible basé sur des mécanismes collectifs de prise de décision. Nous respectons des positions minoritaires. La participation active de toutes et de tous est notre objectif principal. Nous apprécions la diversité de cultures, philosophies et religions. Nous combattons toutes les formes de discrimination et préjugé sexiste et culturel. Nous défendons le droit à l'égalité des hommes et des femmes, sans discrimination fondée sur le sexe, l'âge, la couleur, la caste, la religion ou l'ethnie.

Nous nous engageons à apprendre continuellement, à approfondir notre analyse et compréhension et à rester ouvert(e)s à la critique et à être prêt(e)s à changer. Nous voulons être forts et radicaux dans nos actions. Des actions fortes sont nécessaires pour gagner l'attention des personnes qui nous gouvernent et d'un public plus large, pour arrêter les actions destructrices des multinationales et pour provoquer le changement nécessaire dans l'équilibre du pouvoir qui nous permettra d'arriver à des solutions au service des besoins des peuples. Toutefois, nos actions sont toujours non-violentes et l'intégrité des personnes doit toujours être respectée. En tant que mouvement nous essayons aussi d'organiser nos réunions et rencontres en étant cohérent avec nos principes: en utilisant des ressources locales, en étant logés dans des endroits simples et en appréciant la nourriture produite par les paysans qui nous reçoivent. Nous essayons de rester aussi indépendants que possible de ressources externes, nous choisissons des options de faible coût et construisons parfois même nos propres lieux pour répondre à nos besoins de rassemblement

Construire une nouvelle société ne sera possible qu'avec des alliés et un large soutien de la société civile

La Via Campesina est convaincue que la création d'alliances est cruciale pour obtenir des changements sociaux profonds. Durant le Forum international sur la souveraineté alimentaire, Nyeleni 2007, des mouvements sociaux clés se sont rassemblés et se sont mis d'accord sur une stratégie commune et un programme d'actions en faveur de la souveraineté alimentaire. Nyéléni 2007 était un moment très fort qui nous a montré qu'il existe un élan partagé pour la souveraineté alimentaire et que nous pourrions développer notre lutte dans les années à venir.

La Via Campesina souhaite mieux comprendre l'analyse et les priorités de ses alliés afin de continuer à construire un agenda commun pour la souveraineté des peuples. Ceci est indispensable pour être capables de continuer notre lutte commune de manière réellement solidaire. A l'heure actuelle, l'équilibre des forces ne nous est pas encore favorable. Ceci veut dire que nous devons continuer à accumuler de la force. Nous devons continuer de consolider nos mouvements et notre agenda par le biais d'actions mobilisatrices, d'analyses

poussées et de campagnes massives de formation et d'éducation. Nous devons développer une analyse plus approfondie de l'idéologie néolibérale et développer nos propres idées et concepts, afin de miner la crédibilité de cette idéologie et proposer de réelles alternatives.

La Via Campesina: dynamique et confiante dans l'avenir!

Depuis sa création en 1993, les organisations membres de La Via Campesina ont été sur le devant de la lutte contre la globalisation néolibérale. En unissant leurs forces dans la Via Campesina, les organisations paysannes ont réussi à porter la voix des paysans et des paysannes sur la scène internationale et à se faire entendre. Nous avons confiance que, de concert avec d'autres mouvements sociaux, ONG, chercheurs, amis dans des institutions gouvernementales et internationales, nous pourrons bâtir une large alliance qui oeuvre pour le changement!

9. La Formation dans La Vía Campesina

(Document de travail, Janvier 2008)

Ce document est une synthèse des débats lors du séminaire sur les méthodologies de formation (juin 2007) qui a eu lieu suite à une proposition du MST. Le présent document est un document de travail qui sera alimenté par vos contributions; nous vous invitons donc à le commenter et le compléter. La formation doit constituer une priorité pour nos organisations et nous espérons que ce document pourra contribuer à un débat dynamique sur le rôle et le contenu de nos démarches de formation.



Photo Credit:
La Via Campesina

1. Le besoin et l'importance de la formation

La formation aux fins de la conscientisation est une démarche complexe et contradictoire de réflexion sur la pratique et la théorie.

C'est un processus infini et permanent de production et de socialisation des nouvelles connaissances issues de la confrontation des idées et de ces dernières avec la réalité. Un processus de production et de reproduction de la connaissance de la réalité, fondé sur la volonté de la saisir, non pas seulement pour la comprendre mais dans l'intention de la transformer.

Il est important de réaliser une interprétation adéquate de la réalité pour que notre mouvement et nos organisations puissent proposer et assumer des voies politiques ayant les plus grandes possibilités d'aboutir, qu'il s'agisse d'objectifs immédiats ou d'objectifs stratégiques de plus grande portée.

Il est clair que ce progrès ne se produira que grâce à des actions et des luttes concrètes. Cependant, ces luttes doivent se fonder sur une théorie indiquant les tendances, les possibilités, les directions.

Par ailleurs, vu l'état de situation actuel, notre champ de bataille révèle que nous ne sommes pas encore arrivés à l'époque de la récolte, et nous ne possédons pas l'influence suffisante pour changer le rapport de forces nous permettant de faire de la Souveraineté Alimentaire une réalité. C'est pour cela que nous devons semer et planter pour accumuler nos forces et nos expériences. Créer et diffuser des connaissances, des valeurs morales et

éthiques. Il est temps de préparer la terre, il est temps de la cultiver, temps de prendre soin des graines qui commencent à germer, avec l'espoir de les voir se développer et produire les meilleurs fruits.

2. Approches politiques et principes de la formation – une conception de la formation

Nous pouvons énumérer quelques principes :

- La formation doit être liée à un projet stratégique, politique, à un projet de transformation de la société. Ce projet est en construction ; la formation doit étayer cette démarche. Elle doit faire surgir maintes questions, maintes doutes et maintes vérités.
- La formation doit faire partie de nos luttes qu'elle vise à renforcer. Toute activité est un espace de formation. Elle doit avoir des objectifs à moyen et à long terme.
- Le point de départ doit être la pratique sociale des paysans. Ceci permet de comprendre, orienter, corriger, réorienter la pratique, en construisant ainsi une interaction dynamique et permanente entre la pratique et la théorie. Nous devons valoriser les savoirs autochtones dans ce processus.
- La démarche formation doit être mise en œuvre auprès des bases, à divers moments, sous diverses formes : la pratique permanente des dirigeant(e)s lors des réunions et des assemblées ; les mobilisations ; les rencontres ; les séminaires ; les lectures individuelles ; les cours ; les échanges d'expériences ; les visites d'étude. La formation ne saurait se limiter exclusivement à des cours de formation. L'insertion et l'exemple des dirigeant(e)s et des formateurs/trices sont mobilisateurs pour l'organisation.
- La formation doit être préparée et mise en œuvre à tous les niveaux : la base, les militant(e)s, les dirigeant(e)s, les cadres, toujours à partir des objectifs et des demandes de l'organisation. Chaque niveau de l'organisation requiert une formation adaptée avec des contenus, un langage et des méthodologies ad hoc. La formation doit être permanente à chaque niveau. Les méthodes de formation doivent être créatives, collectives, joyeuses, ouvertes, non autoritaires, pour impulser ainsi la participation et renforcer l'autonomie de l'organisation.
- Nous devons intégrer une pensée politique ouverte. Il est important de reconnaître la diversité interne de La Via Campesina. Il faut respecter les positions minoritaires. Nous ne voulons pas créer une élite de dirigeant(e)s chargés du pouvoir. Lorsque nous invitons des « experts », hommes et femmes, nous voulons nous réapproprier de ce qu'ils nous disent.
- La formation développe les diverses facettes de la personne, renforce son autonomie, crée l'égalité des chances, augmente l'estime de soi chez les paysans et les paysannes. Elle doit stimuler la capacité d'autoréflexion et d'autocritique de la personne sur sa propre manière de fonctionner et d'agir. La démarche de formation doit partir des idées de la base où les personnes savent ce qu'elles veulent apprendre et forment leurs idées en fonction de leurs besoins.
- Interpréter la stratégie des transnationales, des institutions, des autres secteurs sociaux, etc. est tout un enjeu.
- La Souveraineté Alimentaire et les propositions de La Vía Campesina doivent être les approches centrales.

Effort spécial nécessaire pour la formation des jeunes

Le processus de formation doit permettre la relève des générations. Il faut former des cadres nouveaux, jeunes. Les jeunes hommes et jeunes femmes veulent abandonner la campagne, aller vers des zones franches, connaître d'autres jeunes. Il s'avère difficile de suivre une démarche continue auprès des jeunes face à une forte émigration.

Situation des femmes

Les différences sont fort importantes entre les hommes et les femmes. Les femmes assument de nombreuses tâches qui rendent leur participation difficile,

notamment les jeunes femmes. Les méthodes de formation doivent prendre cela en compte. L'information doit parvenir aux femmes, nous devons faciliter leur intégration dans l'organisation.

3. Quel profil souhaitons-nous pour nos militant(e)s ?

Les militants sont les personnes qui véhiculent la vision du mouvement, défendent ses valeurs et luttent pour les changements. Ils doivent apprendre à gérer les émotions, non pas seulement à s'indigner comme dans le passé. Chez l'être humain, la raison et le cœur vont de pair. Les idées ne naissent ni ne survivent sans les sentiments. Le militant, homme ou femme, doit savoir prendre en compte la culture, la conscientisation, les symboles et les commémorations. Il faut prendre soin des personnes qui luttent.

Les militants doivent être dynamiques, avoir des idées politiques et idéologiques claires, une capacité de critique et d'analyse. Ils/elles doivent par ailleurs être persévérant(e)s, capables de communiquer, d'adapter le discours à la réalité locale. Ils doivent vivre la solidarité, avoir un esprit internationaliste et être fidèles à leurs organisations respectives et à La Via Campesina. Ils doivent savoir établir des relations avec la société et les institutions. Ils doivent savoir définir des stratégies et matérialiser les idées et les propositions. Il doit y avoir une cohérence entre leurs paroles et leurs actions. Au niveau international, ils doivent avoir la capacité politique pour savoir se situer et agir à l'échelle internationale pour avoir un impact le plus fort possible sur le contexte donné.

Un bon militant ne saurait « représenter les masses » mais il est celui /celle qui donne la première parole et qui est à l'écoute de la dernière puis fait la synthèse. C'est celui/celle qui invite, visite et encourage. Il répond aux appels et consacre du temps à convaincre ceux/celles qui sont découragés. Il explique avec patience les décisions et les démarches, et faire en sorte que tous s'approprient les décisions qui ont été prises. Il vérifie si les revenus de la famille sont suffisants pour que cette dernière puisse vivre dignement. Il aide dans les difficultés et convoque la collectivité pour des actions de solidarité. Il s'investit auprès des enfants et oriente les jeunes pour qu'ils prennent confiance en eux.

Il reste serein en cas de conflit interne pour garantir ainsi le droit de se défendre et la recherche de solutions aux dits conflits. Il respecte les droits individuels et en conséquence, il doit agir rapidement pour que ne pas corroder les relations en ajournant les décisions à prendre.

Il veille à la séparation de ses frais personnels et ceux de l'organisation.

Il participe aux *misticas*, aux journées culturelles et encourage les autres militant(e)s à en faire autant. Il a recours à l'art, la musique, la poésie, au théâtre comme ressources didactiques pour l'éducation politique et comme loisirs. Il affronte les dangers et protège sa vie et sa santé personnelles mais aussi celles de tous ceux et toutes celles qu'il pilote.

Enfin, le militant du XXI^e siècle doit être un être humain qui vit avec ses égaux, mais rêve plus que tout autre et recherche dans toute simplicité à transmettre aux autres le plaisir de rêver.

4. Quelles sont les principales demandes de formation?

Nous avons besoin de formation dans les domaines suivants :

1. partage des expériences de formation politique, de luttes, en matière organisationnelle, politique, philosophique, historique, sociologique... La capacité de communication au sein de La Via Campesina et de comprendre l'importance de mutualiser les expériences et les informations.
2. méthodes pour expliquer les grandes thématiques sous une approche

adaptée à la formation de la base. Méthodes pour former les formateurs à développer la formation populaire.

3. instruments et analyse pour faire face à l'idéologie néolibérale, l'idéologie de l'impérialisme, du capitalisme international. Le développement d'une bonne analyse de la réalité (y compris au niveau idéologique) et des connaissances des mécanismes, des institutions, des politiques et des impacts du néolibéralisme.
4. concepts fondamentaux comme la Souveraineté Alimentaire, le modèle de production que nous défendons, nos propositions et les valeurs que nous défendons.
5. développement des stratégies spécifiques au niveau international et au sein de La Via Campesina pour les mobilisations et les actions les plus radicales que nous proposons.
6. développement des misticas au sein de l'organisation.
7. travail avec les autres secteurs et la construction d'alliances avec ces derniers.

5. Quels points particuliers prendre en considération pour une méthodologie de formation?

Nous devons conserver des lignes et des concepts qui nous unissent tout en laissant une liberté aux organisations pour développer la formation comme elles le considèrent opportun dans leurs pays. Nous devons développer un processus pour que les organisations assimilent réellement les misticas de La Via Campesina.

Notre relation à la nature doit être très claire et nous devons intégrer des expressions culturelles, musicales, historiques et littéraires.

Nous devons être en mesure d'appuyer des programmes de formation dans les pays à partir de l'éducation populaire et tenir compte du problème de l'analphabétisme

Nous devons réfléchir à comment nous plaçons des mots et des formes qui servent à l'ensemble de La Via Campesina. Il est très important que les mots ne soient pas sexistes. Nous avons besoin d'outils concrets accessibles (documents, personnes,..) afin d'être en mesure d'expliquer les grands thèmes à nos bases; instruments d'analyse, propositions et solutions aux problèmes globaux, tout en expliquant la relation avec les problèmes locaux.

Nous avons besoin d'outils spéciaux pour donner du pouvoir aux femmes, aux jeunes et aux migrants. Cela signifie des stratégies pédagogiques et politiques particulières pour les former et pour les intégrer. Nous devons vaincre l'indifférence, particulièrement chez les jeunes souvent fascinés par le système néolibéral capitaliste.

Nous devons intégrer davantage l'aspect émotionnel dans notre travail parce que nous travaillons avec des personnes. La rationalité domine excessivement dans certains espaces. Nous devons intégrer bien davantage la raison et les émotions, mieux utiliser notre intelligence émotionnelle.

La mémoire historique est un thème essentiel. Comment la maintenir vivante? Peut-être au moyen de témoignages écrits ou oraux.

La formation doit également apporter une connaissance technique (ordinateurs, technologies de la communication,..) Nous devons créer des sites Internet, des journaux, des vidéos, etc. pour faciliter la communication.

Nous devons garantir des moments informels au cours de nos activités afin que les personnes puissent entrer en relation et partager des moments de temps libre. Nous devons mobiliser des ressources suffisantes pour organiser des formations.

Photo Credit:
La Via Campesina



6. Quelques idées centrales pour la formation au niveau national et régional

Écoles de Formation:

Chaque mouvement membre de La Via Campesina doit construire son **École de Formation**. Il ne s'agit pas de construire une structure physique, mais bien de développer une politique de formation des militants et des leaders (hommes et femmes). Il est nécessaire de disposer d'espaces de formation avec une planification et une division des tâches et des responsabilités qui engagent l'ensemble des mouvements. La formation fait partie de l'organisation et des luttes, raison pour laquelle elle doit être assumée en tant que tâche politique de l'ensemble de l'organisation.

L'école de formation doit être l'ensemble des idées politiques, des principes qui fondent, fédèrent et renforcent l'organisation, qui orientent la praxis politique des militant(e)s et des dirigeant(e)s en tant que bâtisseurs de l'organisation.

Cours continentaux:

Chaque continent peut commencer à considérer la possibilité d'organiser et de réaliser au minimum un cours de formation politique par an pour les militants, dirigeants et formateurs (hommes et femmes). Il faut définir soigneusement le public, mettre au point un programme adéquat et préparer une bonne coordination pédagogique. Les contenus peuvent être coordonnés en partie au niveau international pour intégrer ce niveau dans le cours continental

Ces cours constitueraient en plus de la théorie : a) un espace pour unifier le débat concernant les problèmes communs; b) un moment important pour un partage d'expériences entre les différents mouvements et pays; c) un espace pour discuter et approfondir les méthodologies et les stratégies de formation dans les différents pays; d) un espace pour comprendre le contexte international et La Via Campesina.

Instances d'éducation formelle

Nous devons profiter des instances d'éducation formelle. Diverses expériences existent dans de nombreux pays. Nous devons voir comment on peut influencer les universités une éducation différente et plus variée.

Partage d'expériences entre les pays

Les échanges de personnes entre pays sont cruciaux pour le travail de formation. Ils font déjà partie des activités de nombreuses organisations et

nous pensons qu'il est important de les amplifier. Pour les personnes qui ont peu d'expérience et pour une formation de base, ce qu'il y a de mieux c'est un échange dans la région. L'avantage est que cela permet de limiter les coûts (voyage par terre) et cela permet une participation plus nombreuse. Le partage d'expériences avec d'autres régions est important pour échanger des expériences de luttes, de formation et pour renforcer des analyses et stratégie communes. Une autre manière importante est l'échange de matériaux et de méthodes sur la page Web, au moyen du courriel, de vidéos etc.. Il existe déjà de nombreuses initiatives qui peuvent servir d'exemple:

- L'IALA (Institut d'Agroécologie Paulo Freire) au Venezuela. Peut devenir un espace important pour la formation des jeunes.
- Cours universitaires spéciaux pour les paysans et paysannes. (agroécologie à Paraná, Brésil).
- Formation spéciale pour les femmes (séminaires, écoles,...).
- Collaborations avec des radios communautaires, des collectivités artistiques.
- Groupes de partage des connaissances
- Ecoles de la mémoire historique,
- Ecole Francisco Morazán du Nicaragua,
- Le centre de formation "Nyéléni" à Sélingué - au Mali,
- un centre de formation pour l'agriculture écologique en Indonésie,
- l'Université paysanne d'été en France et tant d'autres initiatives.

7. Quel rôle pour la Vía Campesina au niveau international

Au niveau international, La Vía Campesina doit avoir une vision et une mission très claire pour être en mesure de proposer une formation cohérente. Elle doit analyser le contexte international pour définir les besoins de formation et pour engager une analyse continue des processus dans les régions afin de détecter les éventuelles complémentarités..

La Vía Campesina doit développer la mémoire de son histoire, la mémoire des paysans et des paysannes avec des mots et des images. Elle doit montrer le rôle de la paysannerie face à la globalisation de chaque pays. Il faut construire, au niveau de LVC, une idée culturelle de la paysannerie, construire des valeurs ainsi qu'une multiple identité. La Vía Campesina peut aider en articulant une dynamique de collaboration entre les organisations de La Vía Campesina et des ONG, des réseaux bien concrets de personnes, de chercheurs etc.

Il faut créer une équipe pour coordonner et pour articuler le travail de formation à l'échelle internationale.

Traitement des principaux thèmes de La Vía Campesina et du contexte international

La Vía Campesina doit diffuser des résultats d'analyse, des textes sur les stratégies et des propositions pertinentes sur le contexte international et les thèmes clés de La Vía Campesina (Souveraineté Alimentaire, femmes, réforme agraire, biodiversité, droits humains, émigration, agriculture paysanne durable, commerce international, changement climatique, transgéniques...)

Les organisations peuvent aborder ces thèmes en choisissant la pédagogie et les méthodologies les plus adaptées à leur propre culture nationale ou au niveau idéologique du groupe. Elles peuvent élaborer des documents de base en les adaptant à la situation de chaque région et pays. En outre, chaque organisation pourra incorporer/ajouter les thèmes qu'elle considère opportuns.

Formation particulière pour les militants qui doivent intervenir au niveau international

Au cours de ses réunions internationales La Via Campesina doit intégrer des temps de formation pour que les participants puissent améliorer leur influence dans les processus politiques internationaux. Cela demande d'y consacrer concrètement du temps, de disposer d'un matériel adapté aux besoins, et peut-

être la présence de personnes appartenant à La Via Campesina ou externes capables de contribuer à ce processus.

Partager des expériences pratiques de production

Mettre à disposition et socialiser entre toutes les organisations de La Via Campesina des expériences pratiques qui avalisent notre théorie politique. Si nous pensons que la défense des semences est importante, nous devons faire connaître des expériences concrètes de réseaux de semences pour continuer à cultiver des graines et continuer à lutter contre l'imposition de transgéniques des transnationales.

Le partage du matériel et des expériences de formation

Récupérer les programmes de formation pour nourrir l'offre de formation de LVC. La Via Campesina doit faire un inventaire des expériences de formation, en socialisant les problèmes et les défis. Réaliser des échanges de formateurs pour évaluer le progrès de la formation dans nos pays. Nous devons chercher les moyens de consolider les initiatives de formation au sein de nos organisations.

8. Actions concrètes de formation possibles à coordonner à l'échelle internationale

a. Inaugurer une édition de "Cahiers de La Vía Campesina" pour la formation de militants, de formateurs et de leaders (hommes et femmes). Ces cahiers peuvent aborder des thèmes d'étude; être des documents officiels issues de rencontres, des documents d'analyses, des documents qui relient le contexte international à nos réalités locales, etc. Il faudra coordonner et planifier les thèmes de ces cahiers, les traduire et les distribuer.

b. Produire des documents concrets pour préparer les personnes de La Vía Campesina qui sont directement impliquées dans des actions (par exemples "la stratégie concernant la Conférence Internationale sur le changement climatique de la FAO" ou "l'analyse et les propositions pour la lutte contre les accords de libre échange".)

c. Développer un matériel de formation pour les femmes et les jeunes.

d. Développer un système de promotion et de distribution de l'information qui soit efficace ainsi qu'un intranet pour centraliser le matériel ainsi que la liste de personnes « ressources » internes et externes. Les organisations devront avoir facilement accès à ces informations.

e. Soutenir le partage d'expériences entre les écoles de formation au sein de La Vía Campesina.

L' école Francisco Morazán de l'Amérique Centrale pourrait apporter son aide pour cette tâche.

f. Stimuler les échanges entre régions sur les expériences essentielles de luttes et de formations (après avoir défini des priorités).

9. Nous sommes dans un processus de construction

Il y a déjà beaucoup de travail fait dans le domaine de la formation suite aux luttes, actions quotidiennes et activités lors d'événements spéciaux. Avec ce document, nous voulons contribuer à clarifier l'orientation de la formation au sein de La Via Campesina et la renforcer au moyen d'une plus grande coordination entre les organisations.

Nous voulons consolider sa base philosophique, historique et sociologique. Nous voulons, au delà des thèmes agricoles, introduire également d'autres grands thèmes de la société et du monde rural.

Nous devons partir de nos doutes, analyser plus profondément notre réalité et construire notre théorie en acceptant les contradictions sans aucun dogmatisme.

Nous devons nous atteler à un travail idéologique. Les néolibéraux ont une idéologie forte qu'une grande partie de la population s'est aujourd'hui appropriée. Comment allons nous faire face à cette situation?

Nous avons besoin d'un processus d'analyse et de débat au sein de La Vía Campesina pour créer des militant(e)s qui sachent contrecarrer cette situation au moyen de stratégies efficaces permettant des progrès concernant les changements que nous voulons pour notre société.

La richesse de La Vía Campesina réside dans sa diversité ainsi que dans la vision des valeurs qui nous unissent. La lutte contre le néolibéralisme et l'impérialisme est un principe de base de La Vía Campesina de la même manière que la lutte pour la souveraineté de nos peuples. La formation doit faire partie de ce processus.